

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2020/203027]

2 JUILLET 2020. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 5 mars 2020 portant modification de l'accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 5 mars 2020 portant modification de l'accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages, joint en annexe au présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Namur, le 2 juillet 2020.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
C. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P.-Y. DERMAGNE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—————
Note

(1) *Session* 2019-2020.

Documents du Parlement wallon, 126 (2019-2020) N^{os} 1 à 4
Compte rendu intégral, séance plénière du 1^{er} juillet 2020
Discussion.
Vote

—————
Annexe

Accord de coopération du 5 mars 2020 portant modification de l'Accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et à la gestion des déchets d'emballages

Vu la Directive (UE) 2015/720 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 modifiant la directive 94/62/CE en ce qui concerne la réduction de la consommation de sacs en plastique légers;

Vu la Directive (UE) 2018/851 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive 2008/98/CE relative aux déchets;

Vu la Directive (UE) 2018/852 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive 94/62/CE relative aux emballages et aux déchets d'emballages;

Vu l'Accord de coopération du 4 novembre 2008 relatif à la prévention et à la gestion des déchets d'emballages;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles telle que modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, et en particulier l'article 92bis, § 1 et l'article 6, § 1, II 2°;

Vu le décret du Parlement wallon du 16 février 2017 portant dissolution de l'Office wallon des déchets et modifiant le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, le décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons, le Livre I^{er} du Code de l'Environnement et le décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 avril 2019 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018 relatif au cadre organique du Service public de Wallonie;

Considérant que la Directive (UE) 2018/852 a supprimé la définition du « réemploi » et a ajouté une nouvelle définition de « l'emballage réutilisable »; que celle-ci doit être reprise;

Considérant que le commerce électronique, à savoir la vente de produits via l'internet, représente une part de marché de plus en plus grande;

Considérant que, selon les dispositions de l'Accord de coopération du 4 novembre 2008, les vendeurs dans le cadre du commerce électronique peuvent en fait être des responsables d'emballages au sens de la loi; que l'Accord de coopération ne renvoie cependant pas encore explicitement à la possibilité du commerce électronique;

Considérant que les entreprises de commerce électronique étrangères, notamment, se demandent de ce fait si elles sont visées par les dispositions de l'Accord de coopération; que ce manque de clarté doit être dissipé; que la définition du « responsable d'emballages » doit par conséquent être clarifiée afin d'empêcher d'éventuelles distorsions du marché;

Considérant que les entreprises étrangères qui sont responsables d'emballages doivent rendre des comptes dans le cadre d'un contrôle par les fonctionnaires compétents de la même manière que les entreprises belges; qu'il est par conséquent nécessaire de faire appel à un mandataire établi en Belgique; que ce mandataire peut aussi veiller à ce que ces entreprises aient plus facilement accès au marché belge;

Considérant qu'il est indiqué de permettre aux organismes agréés pour la gestion des déchets d'emballages d'intervenir, le cas échéant, comme mandataires établis en Belgique;

Considérant qu'il y a lieu de modifier la définition de l'« Administration régionale compétente », suite au décret du Parlement wallon du 16 février 2017 qui a procédé à la dissolution de l'Office wallon des déchets; qu'il y a lieu également de supprimer la mention « IBGE » après « Bruxelles Environnement »;

Considérant qu'il faut aligner les objectifs généraux de l'Accord de coopération sur l'article 5 de la Directive 94/62/CE relative aux emballages et aux déchets d'emballages, modifiée par la Directive (UE) 2018/852, ainsi que sur la politique des Régions visant à soutenir le contenu recyclé dans les emballages;

Considérant qu'il est nécessaire d'adapter les objectifs de recyclage de l'Accord de coopération aux objectifs de recyclage minimaux par matériau imposés par la Directive (UE) 2018/852, qui sont légèrement supérieurs aux objectifs de recyclage par matériau imposés par l'Accord de coopération du 4 novembre 2008;

Considérant que les nouveaux objectifs de recyclage par matériau doivent être évalués à l'aune des résultats qui sont déjà obtenus par les organismes agréés et par les responsables d'emballages qui satisfont individuellement à l'obligation de reprise;

Considérant que les nouveaux objectifs de recyclage par matériau sont déjà atteints pour tous les matériaux, à l'exception des plastiques, et qu'ils sont donc très réalistes; que l'objectif juridique vise donc surtout à maintenir l'actuel niveau élevé de protection de l'environnement;

Considérant qu'en raison de l'introduction de la collecte sélective des plastiques résiduels ménagers via la collecte élargie des PMC, des objectifs très ambitieux, bien que toujours réalistes, peuvent également être définis pour les plastiques ménagers;

Considérant que pour les plastiques industriels, les objectifs ambitieux doivent refléter la réalité du terrain en matière de déchets (d'emballages) industriels;

Considérant que l'augmentation des objectifs de recyclage est notamment induite par l'importance stratégique de « l'économie circulaire », à savoir pour garder au maximum les matières rares et précieuses dans le système;

Considérant que les dispositions constituent aussi un ancrage des engagements volontaires pris par les entreprises;

Considérant que certains emballages de boissons et de nourritures sont spécifiquement adaptés à une consommation « nomade » et que pour cette raison, une partie de ces emballages se retrouve dans les déchets sauvages, ce qui entraîne un coût sociétal particulièrement élevé;

Considérant que le taux de collecte sélective et de recyclage des emballages consommés à domicile, est déjà particulièrement élevé;

Considérant qu'il convient d'augmenter le taux de collecte sélective et de recyclage des emballages consommés « out-of-home », c.-à-d. hors du domicile; qu'une partie de cette consommation se compose de consommation « nomade »;

Considérant qu'un objectif spécifique et particulièrement ambitieux de 90 % pour la collecte sélective et le recyclage des emballages de boissons est indiqué pour contrer la présence d'emballages de boissons dans les déchets sauvages; que cet objectif reste néanmoins réaliste;

Considérant que collecter et recycler 95 % des emballages ménagers est aussi particulièrement ambitieux, mais réaliste; que cet objectif est indispensable en vue de limiter la part d'emballages ménagers, autres que les emballages de boissons, présents dans les déchets sauvages;

Considérant que ce dernier objectif n'est en rien contraire à la réglementation européenne; que le 12^{ème} considérant de la Directive (UE) 2018/852 du 30 mai 2018 modifiant la directive 94/62/CE relative aux emballages et aux déchets d'emballages établit clairement que l'objectif maximum pour le recyclage des déchets d'emballages n'est plus une nécessité;

Considérant que la Directive (UE) 2018/851 prévoit des exigences minimales générales pour la responsabilité élargie des producteurs; qu'il est prévu dans ce cadre que « les contributions financières versées par le producteur du produit pour se conformer à ses obligations de responsabilité élargie (...), lorsque les obligations de responsabilité élargie des producteurs sont remplies collectivement, soient modulées, lorsque cela est possible, pour chaque produit ou groupe de produits similaires, compte tenu notamment de la durabilité, de la réparabilité, des possibilités de réemploi et de la recyclabilité de ceux-ci ainsi que de la présence de substances dangereuses, en adoptant pour ce faire une approche fondée sur le cycle de vie et conforme aux exigences fixées par le droit de l'Union en la matière et, lorsqu'ils existent, sur la base de critères harmonisés afin de garantir le bon fonctionnement du marché intérieur »;

Considérant que l'article 13, § 1, 4^o de l'Accord de coopération du 4 novembre 2008, qui détermine quels éléments peuvent être pris en compte dans le calcul des tarifs de l'organisme agréé pour les déchets d'emballages ménagers, doit être adapté afin de tenir compte des nouveaux éléments prévus par la directive européenne;

Considérant que les Régions sont confrontées à une nécessité sociétale urgente, à savoir celle d'intensifier la lutte contre les déchets sauvages;

Considérant que l'organisme de gestion pour les déchets d'emballages d'origine ménagère, l'a.s.b.l. Fost Plus, sur une base volontaire, a pris des engagements financiers par rapport aux trois Régions, dans le but explicite de lutter contre la présence d'emballages dans les déchets sauvages et d'améliorer le cadre de vie ;

Considérant que Fost Plus accomplit une mission de service public; que Fost Plus est à ce jour l'unique organisme agréé pour les déchets d'emballages ménagers; qu'un responsable d'emballages, dans l'incapacité de remplir individuellement son obligation de reprise pour des déchets d'emballages ménagers, ne peut donc se tourner que vers Fost Plus pour remplir ladite obligation;

Considérant que l'article 13, § 1, 4^o de l'Accord de coopération fixe les destinations concrètes possibles des cotisations des responsables d'emballages dans le fonctionnement de Fost Plus; que l'usage des cotisations est limité au respect de l'obligation de reprise; que la contribution à la politique des Régions, prévue à l'article 13, § 1, 12^o de l'Accord de coopération, entre aussi dans le cadre de l'obligation de reprise au sens large, puisque la contribution annuelle totale au financement de la politique des Régions correspond aux coûts de traitement des tonnages que Fost Plus ne collecte pas encore sélectivement;

Considérant que Fost Plus a augmenté, sur une base volontaire, son engagement financier en matière de propreté publique et de lutte contre la présence d'emballages dans les déchets sauvages, plus spécifiquement, en instaurant une nouvelle « contribution complémentaire »; que celle-ci ne trouve pas de base évidente dans les dispositions de l'Accord de coopération et qu'une clarification de l'Accord de coopération s'impose donc;

Considérant qu'il est également important de formuler un certain nombre de conditions strictes pour un tel engagement financier volontaire, aux fins de préserver les droits des responsables d'emballages;

Considérant qu'une égalité de traitement est absolument indispensable entre les Régions au vu de l'article 6, § 1, VI, 2^o, troisième paragraphe de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, en vertu duquel les Régions doivent exercer leurs compétences en respectant le principe de la libre circulation des biens ainsi que le cadre législatif général de l'union économique et l'unité monétaire du pays;

Considérant qu'il ne faut en aucun cas dépasser l'objectif initial et unique de l'engagement volontaire de Fost Plus, à savoir la lutte contre la présence d'emballages dans les déchets sauvages;

Considérant que dans le cadre de son engagement financier volontaire, Fost Plus doit tenir compte du principe du « pollueur-payeur » et veiller ainsi à ce que l'augmentation des cotisations des responsables d'emballages n'entraîne pas comme conséquence de les obliger à payer pour des pollutions qu'ils n'ont pas occasionnées (seuls);

Considérant que les Régions attendent que les cotisations à l'engagement financier des différents secteurs soient proportionnelles à leur responsabilité respective en matière de pollution;

Considérant que les membres de l'a.s.b.l. Fost Plus doivent pouvoir se prononcer sur l'engagement volontaire entrepris;

Considérant que l'engagement volontaire entrepris par Fost Plus doit être sans équivoque et fixé au préalable; qu'une totale transparence financière s'impose à cet effet à l'égard de la Commission interrégionale de l'Emballage;

Considérant que, d'un point de vue comptable, il faut pouvoir distinguer clairement le financement supplémentaire de la tarification normale de Fost Plus; que par ailleurs, les cotisations payées par le passé par les responsables d'emballages ne peuvent servir à ce financement, en raison du fait qu'ils n'ont pu se prononcer à aucun moment sur cet engagement supplémentaire;

Considérant qu'une adaptation de l'Accord de coopération est nécessaire pour offrir une sécurité juridique aux citoyens;

Considérant que les déchets d'emballages présents dans le flux « Klein Gevaarlijk Afval (KGA) » de la Région flamande, dans le flux « Déchets Spéciaux des Ménages (DSM) » de la Région wallonne et dans le flux « Déchets Chimiques Ménagers (DCM) » de la Région de Bruxelles-Capitale entraînent un coût de traitement particulièrement élevé;

Considérant que ce coût de traitement est jusqu'à présent à charge de la communauté;

Considérant que ce coût de traitement, dans le cadre de la responsabilité élargie des producteurs telle que décrite dans les directives européennes, devrait incomber aux « responsables d'emballages »;

Considérant qu'un responsable d'emballages, qui met de tels emballages sur le marché, ne peut jamais, en réalité, les reprendre individuellement; que ces emballages se trouveront toujours dans les collectes spéciales qui sont organisées pour ces flux, conformément aux réglementations régionales;

Considérant qu'il est par conséquent indiqué de transférer les responsabilités financières relatives aux coûts de traitement de ce flux à l'organisme agréé pour les déchets d'emballages ménagers;

Considérant que la Directive (UE) 2015/720 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 modifiant la Directive 94/62/CE en ce qui concerne la réduction de la consommation de sacs en plastique légers instaure l'obligation pour les états-membres de déclarer la consommation annuelle de sacs en plastique légers à la Commission européenne à partir du 27 mai 2018;

Considérant que chacune des Régions mène sa propre politique en matière de sacs en plastique;

Considérant qu'il est nécessaire d'élargir l'obligation d'information du responsable d'emballages et de l'organisme agréé pour pouvoir remplir l'obligation européenne de rapportage et mettre en œuvre la politique des Régions en matière de sacs en plastique;

Considérant que les sacs en plastique sont destinés à un usage ménager, si bien que les déchets de ces sacs sont des déchets d'emballages d'origine ménagère;

Considérant que les modalités de l'obligation européenne de rapportage peuvent se voir aisément fixées et donc aussi modifiées par la Commission européenne; que la Commission interrégionale de l'Emballage doit compléter pour cette raison les modalités pratiques de l'obligation d'information du responsable d'emballages et de l'organisme agréé; que, pour les responsables d'emballages individuels, cela peut se faire en reprenant ces modalités dans le formulaire de déclaration, dont le modèle est établi par la Commission interrégionale de l'Emballage, que pour l'organisme agréé, il peut s'agir d'inclure ces modalités dans son agrément; que tant l'agrément que le formulaire de déclaration sont facilement adaptables à court terme;

Considérant qu'il est indiqué de reprendre aussi dans le cadre législatif les définitions principales de la Directive (UE) 2015/720; qu'il n'est, par contre, pas indiqué de reprendre la définition de « sacs en plastique oxodégradables », parce que cette définition n'est pas pertinente dans le cadre du présent accord de coopération et qu'elle fait également référence à du « plastique oxodégradable » tel que défini à l'article 3 de la Directive (EU) 2019/904 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 relative à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement; que l'article 5 de cette directive oblige les états membres d'interdire la mise sur le marché de produits, y-compris des emballages, fabriqués à base de plastique oxodégradable; que la mise en place d'une telle interdiction relève de la compétence fédérale en matière des normes de produits;

Considérant qu'au moment de la mise en place de l'Accord de coopération du 4 novembre 2008, les Régions ont négligé de développer l'évaluation du personnel du Secrétariat permanent de la Commission interrégionale de l'Emballage; qu'en conséquence, les membres de personnel du Secrétariat permanent sont évalués selon les règles de l'administration mettant à disposition les membres du personnel;

Considérant que pour garantir le caractère interrégional de la Commission et la bonne poursuite de ses missions spécifiques, il est nécessaire d'organiser l'évaluation du directeur et des chefs de service au sein de la Commission interrégionale de l'Emballage;

Considérant que seul l'Organe de décision de la Commission interrégionale de l'Emballage peut raisonnablement être responsable de l'évaluation du personnel dirigeant du Secrétariat permanent;

Considérant que l'article 2 de la loi du 19 décembre 1974 'organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités' et l'article 3 de l'arrêté royal du 29 août 1985 'déterminant les réglementations de base au sens de l'article 2, § 1, 1^o, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités' rendent nécessaire de mener une négociation préalable avec les organisations syndicales au sein des comités créés à cet effet, concernant d'éventuelles modalités spéciales pour l'évaluation du directeur et des chefs de service;

Considérant qu'une actualisation des montants des amendes administratives est souhaitable; que ceux-ci n'ont plus été adaptés depuis 2008;

Considérant que les amendes pénales sont actualisées par le biais du mécanisme des décimes additionnels pénaux; que lors de la dernière adaptation des montants des amendes dans l'Accord de coopération en 2008, ces décimes additionnels consistaient en une augmentation des amendes pénales par un facteur 5,5; que les décimes additionnels consistent aujourd'hui en une augmentation des amendes pénales par un facteur 8;

Considérant qu'il convient d'augmenter les amendes administratives dans une même mesure que les amendes pénales;

Considérant que le présent accord de coopération a été communiqué à la Commission européenne le 27 mai 2019 conformément à l'article 5, paragraphe 1, de la Directive (UE) 2015/1535; que le délai d'attente prévu à l'article 6 de la directive précitée s'est terminé le 28 août 2019;

Après avis du Conseil d'Etat,

Article 1^{er}. L'article 2, 9^o de l'Accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages est remplacé par le texte suivant : " 9^o " *Emballage réutilisable* " : tout emballage qui a été conçu, créé et mis sur le marché pour pouvoir accomplir pendant son cycle de vie plusieurs trajets ou rotations en étant rempli à nouveau ou réutilisé pour un usage identique à celui pour lequel il a été conçu; ».

Art. 2. Les alinéas suivants sont ajoutés à l'article 2, 20^o de l'Accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages : « Toute personne physique ou morale établie en dehors du territoire belge, qui vend des produits, par vente à distance, en direct à des particuliers sur le territoire belge, est considérée comme responsable d'emballages au sens du b).

La personne visée à l'alinéa précédent désigne une personne physique ou morale établie sur le territoire belge, en tant que représentant autorisé, responsable du bon respect de ses obligations de responsable d'emballages.

En dehors du cas de la vente à distance, toute personne physique ou morale établie en dehors du territoire belge et disposant de la qualité de responsable d'emballages, peut désigner une personne physique ou morale établie sur le territoire belge en tant que représentant autorisé, responsable du bon respect de ses obligations de responsable d'emballages.

Le représentant autorisé établi sur le territoire belge est soumis aux mêmes obligations que le responsable d'emballages. Là où les articles 29, 31 et 32 mentionnent le responsable d'emballages, il faut aussi entendre par là son représentant autorisé.

Un représentant autorisé est désigné par le biais d'une procuration écrite, avant que les produits ne soient mis sur le marché. Cette procuration est portée par écrit à la connaissance de la Commission interrégionale de l'Emballage. Au terme de la procuration, les deux parties avertissent immédiatement la Commission interrégionale de l'Emballage par écrit et un nouveau représentant autorisé est désigné. ».

Art. 3. L'article 2, 25^o de l'Accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages est remplacé par le texte suivant : « 25^o " *Administration régionale compétente* " : en ce qui concerne la Région flamande, l'Openbare Vlaamse Afvalstoffenmaatschappij; en ce qui concerne la Région wallonne, le Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement; en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, Bruxelles Environnement; ».

Art. 4. Les alinéas suivants sont ajoutés à l'article 2 de l'Accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages :

28^o " *plastique* " : un polymère au sens de l'article 3, point 5), du règlement (CE) no 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil, auquel des additifs ou d'autres substances peuvent avoir été ajoutés, et qui est capable de jouer le rôle de composant structurel principal de sacs ou de tout autre emballage;

29^o " *sacs en plastique* " : les sacs, avec ou sans poignées, composés de plastique, qui sont fournis aux consommateurs dans les points de vente de marchandises ou de produits;

30^o " *sacs en plastique légers* " : les sacs en plastique d'une épaisseur inférieure à 50 microns;

31^o " *sacs en plastique très légers* " : les sacs en plastique d'une épaisseur inférieure à 15 microns nécessaires à des fins d'hygiène ou fournis comme emballage primaire pour les denrées alimentaires en vrac lorsque que cela contribue à prévenir le gaspillage alimentaire."

Art. 5. À l'article 3, § 1 de l'Accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages, le point 3^o est remplacé par le texte suivant : « 3^o *encourager l'augmentation de la part d'emballages réutilisables mis sur le marché et des systèmes de réemploi des emballages, favoriser et imposer la valorisation et plus particulièrement le recyclage, favoriser l'augmentation de la part de matières recyclées dans les emballages mis sur le marché, et réduire la part des déchets d'emballages dans les collectes non sélectives; ».*

Art. 6. À l'article 3 de l'Accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages, le § 3 est remplacé par le texte suivant : " § 3. *A partir de l'année civile suivant l'entrée en vigueur de l'accord de coopération du 5 mars 2020 modifiant le présent accord de coopération, les pourcentages de recyclage minimums suivants doivent également être atteints pour les différents matériaux d'emballages pour l'ensemble du territoire belge :*

- 90 % en poids pour le verre;
- 90 % en poids pour le papier/carton;
- 90 % en poids pour les cartons à boissons;

- 90 % en poids pour les métaux ferreux;
- 75 % en poids pour l'aluminium;
- 50 % en poids pour les plastiques;
- 80 % en poids pour le bois.

Pour les déchets d'emballages d'origine ménagère, à partir de l'année civile 2023, un pourcentage minimal de recyclage de 65 % en poids pour les plastiques doit être atteint pour l'ensemble du territoire belge.

Pour les déchets d'emballages d'origine industrielle, à partir de l'année civile 2023, un pourcentage minimal de recyclage de 55 % en poids pour les plastiques doit être atteint pour l'ensemble du territoire belge.

Pour les déchets d'emballages d'origine ménagère, à partir de l'année civile 2030, un pourcentage minimal de recyclage de 70 % en poids pour les plastiques doit être atteint pour l'ensemble du territoire belge.

Pour les déchets d'emballages d'origine industrielle, à partir de l'année civile 2030, un pourcentage minimal de recyclage de 65 % en poids pour les plastiques doit être atteint pour l'ensemble du territoire belge.

Les pourcentages de recyclage à atteindre, mentionnés ci-dessus, sont calculés selon les modalités définies par la Commission interrégionale de l'Emballage dans le respect du droit européen. ».

Art. 7. A l'article 9 de l'Accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages, le point 2° est remplacé par le texte suivant: « 2° avoir comme seul objet statutaire la prise en charge pour le compte de ses contractants de l'obligation de reprise en vertu de l'article 6 du présent accord, élargi au fait d'agir le cas échéant en tant que représentant autorisé, responsable du bon respect des obligations d'un responsable d'emballages établi en dehors du territoire belge; ».

Art. 8. § 1. À l'article 13, § 1 de l'Accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages, un point 2bis est inséré après le point 2, avec le texte suivant: « 2bis°: pour l'année 2022, collecter et recycler au minimum 90 % des emballages de boissons; ».

§ 2. À l'article 13, § 1 de l'Accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages, un point 2ter est inséré après le point 2bis, avec le texte suivant: « 2ter°: pour l'année 2025, collecter et recycler au minimum 95 % des emballages ménagers; ».

Art. 9. L'article 13, § 1, 4° de l'Accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages est remplacé par le texte suivant: « 4° calculer les cotisations de ses contractants par matériau d'emballage au prorata :

- des coûts réels et complets imputables à chacun des matériaux;
- des recettes émanant de la vente des matériaux collectés et triés;
- de la contribution de chaque matériau à la réalisation des objectifs de l'obligation de reprise;
- de la durabilité, de la réparabilité, des possibilités de réemploi, de la recyclabilité et de la présence de substances dangereuses; et ce en vue de financer notamment le coût réel et complet :
- des collectes sélectives existantes et à créer selon les modalités déterminées par la personne morale de droit public territorialement responsable de la collecte des déchets ménagers;
- de la collecte sélective de flux de déchets d'emballages ménagers par une instance régionale;
- du coût de recyclage et de valorisation, y compris du déficit éventuel des filières;
- de l'information opérationnelle et de la sensibilisation relative à ces collectes auprès du public;
- du tri des déchets d'emballages collectés;
- de l'élimination des résidus du tri, du recyclage et de la valorisation des déchets d'emballages;
- à partir du 1^{er} janvier 2021, du recyclage, de la valorisation et de l'éventuelle élimination des déchets d'emballages contaminés ou ayant contenu des substances dangereuses;

et de contribuer au financement de la politique des Régions en matière de déchets d'emballages, au moyen des contributions visées au 12° et par des engagements financiers volontaires rencontrant l'ensemble des conditions suivantes :

- a) les engagements financiers par habitant et par an pris dans chaque Région sont identiques;
- b) les engagements financiers sont utilisés dans la lutte contre les déchets sauvages d'emballages;
- c) les engagements financiers sont explicitement approuvés par les organes statutaires de l'organisme agréé;
- d) les engagements financiers sont fixés au préalable et sans équivoque;
- e) les engagements financiers sont financés par un supplément spécial aux tarifs normaux de l'organisme agréé, susceptible de varier en fonction de la part de certains secteurs dans les déchets sauvages, et ne sont pas financés par les réserves ou les provisions de l'organisme agréé;
- f) l'organisme agréé répond à toute demande de transparence et d'explication de la Commission interrégionale de l'Emballage, par rapport à ces engagements financiers. ».

Art. 10. § 1. À l'article 18, § 1 de l'Accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages, un point 2bis est inséré après le point 2, avec le texte suivant: « 2bis° pour autant qu'il s'agisse de déchets d'emballages d'origine ménagère, la quantité totale de sacs en plastique mis sur le marché, exprimée en kilogrammes et nombre d'unités, en distinguant les emballages perdus des emballages réutilisables, et en distinguant les catégories fixées par la Commission interrégionale de l'Emballage dans le but de mettre en œuvre la politique des Régions en matière de sacs en plastique et de remplir les obligations européennes de rapportage des Régions; ».

§ 2. À l'article 18, § 3 de l'Accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages, le § 3 est remplacé par le texte suivant: « § 3. Dans le cas où le responsable d'emballages charge un organisme agréé de l'exécution de son obligation de reprise, ce dernier fournit à la Commission interrégionale de l'Emballage, pour chacun de ses adhérents, au minimum les informations exigées en vertu du § 1, 1°, 2bis°, 3°, 4° et 5° du présent article. L'organisme agréé peut présenter les informations exigées en vertu du § 1, 3° du présent article d'une manière globalisée pour l'ensemble de ses adhérents. ».

Art. 11. L'article 23, § 2 de l'Accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages est remplacé par le texte suivant : « § 2. Les membres du personnel du Secrétariat permanent mis à disposition par les Gouvernements régionaux restent régis, sauf en cas de congé pour mission, par les dispositions statutaires qui leur sont applicables, à l'exception des alinéas suivants. La supervision journalière du fonctionnement de chacun au sein du Secrétariat permanent est assurée par le directeur qui, au besoin, émet des comptes rendus à l'administration mettant à disposition du personnel au Secrétariat permanent.

L'Organe de décision approuve chaque année le programme de travail du Secrétariat permanent. Il établit une description de fonction et définit les objectifs annuels à atteindre par le Directeur et les Chefs de service du Secrétariat permanent. Le Directeur et les Chefs de service du Secrétariat permanent sont évalués chaque année par l'Organe de décision sur base des objectifs qui leur ont été fixés. Ces évaluations sont notifiées à l'administration mettant concrètement ces membres à disposition.

Les modalités de l'évaluation annuelle du Directeur et des Chefs de service du Secrétariat permanent sont fixées dans le Règlement d'ordre intérieur prévu au § 3, après négociation avec les organisations syndicales au sein des comités créés à cet effet. ».

Art. 12. L'article 31 de l'Accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages est remplacé par le texte suivant : " § 1. Les membres du secrétariat permanent de la Commission interrégionale de l'Emballage peuvent imposer une amende administrative au responsable d'emballages visé à l'article 4, § 1, qui n'a pas confié son obligation à une personne morale au sens de l'article 4, § 2 et qui soit ne communique pas de plan général de prévention conformément au premier alinéa de l'article 4, § 1, soit ne communique pas de plan de prévention adapté à l'entièreté des remarques effectuées par la Commission interrégionale de l'Emballage, dans les délais impartis conformément au second alinéa de l'article 5, § 1, après que cette dernière ait refusé le plan général de prévention. L'amende administrative s'élève à 3636,25 euros.

Les membres du secrétariat permanent de la Commission interrégionale de l'Emballage peuvent imposer une amende administrative à la personne morale au sens de l'article 4, § 2, qui soit ne communique pas de plan général de prévention conformément au premier alinéa de l'article 4, § 1, soit ne communique pas de plan de prévention adapté à l'entièreté des remarques effectuées par la Commission interrégionale de l'Emballage, dans les délais impartis conformément au second alinéa de l'article 5, § 1, après que cette dernière ait refusé le plan général de prévention. L'amende administrative s'élève à 3636,25 euros par responsable d'emballages qui a confié son obligation à cette personne morale. Le montant total de l'amende administrative ne peut toutefois pas dépasser les 36362,50 euros.

§ 2. Les membres du secrétariat permanent de la Commission interrégionale de l'Emballage peuvent imposer une amende administrative au responsable d'emballages ou à l'organisme agréé qui n'a pas obtenu dans les délais impartis les pourcentages fixés, exprimés en tonne par an, à atteindre conformément aux articles 6 ou 12. L'amende administrative s'élève à :

1° 727,25 euros pour chaque tonne entamée de déchets d'emballages non valorisée dans les délais prévus, ni incinérée avec récupération d'énergie dans des installations d'incinération de déchets, et;

2° 1454,50 euros pour chaque tonne entamée de déchets d'emballages non recyclée dans les délais prévus.

Le montant total de l'amende administrative ne peut toutefois pas dépasser les 36362,50 euros.

L'amende administrative se calcule sur la base des données dont dispose la Commission interrégionale de l'Emballage.

§ 3. Les membres du secrétariat permanent de la Commission interrégionale de l'Emballage peuvent imposer une amende administrative à l'organisme agréé ayant reçu un avertissement au sens de l'article 30, 1ère alinéa et qui ne met pas en pratique, ou pas dans les temps, les mesures mentionnées dans l'avertissement. L'amende administrative s'élève à 727,25 euro par jour de non mise en oeuvre des mesures, à compter du lendemain de la réception de l'avertissement, sauf si l'avertissement prévoit lui-même une date ultérieure avant laquelle l'amende ne peut pas être imposée.

Le montant total de l'amende administrative ne peut toutefois pas dépasser les 14545,00 euros.

§ 4. Les membres du secrétariat permanent de la Commission interrégionale de l'Emballage peuvent imposer une amende administrative au :

1° vendeur ou déballeur industriel qui ne respecte pas les obligations qui découlent de l'article 17;

2° responsable d'emballages qui ne respecte pas les obligations qui découlent de l'article 18;

3° vendeur qui ne respecte pas les obligations qui découlent de l'article 22.

L'amende administrative s'élève à 727,25 euros.

§ 5. En cas de concours de différentes infractions, seule l'amende administrative la plus élevée est imposée.

Si une nouvelle infraction est commise dans les trois ans qui suivent une condamnation pénale pour un des délits prévus à l'article 32 ou après l'imposition d'une amende administrative, les montants mentionnés à cet article sont alors doublés. »

Art. 13. Cet Accord de coopération entre en vigueur au moment de l'entrée en vigueur de son dernier acte d'assentiment.

Bruxelles, 5 mars 2020.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La Ministre flamande de la Justice et du Maintien, de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire,
de l'Énergie et du Tourisme,

Z. DEMIR

Le Ministre-Président de la Région wallonne,

E. DI RUPO

La Ministre wallonne de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. VERVOORT

Le Ministre bruxellois de la Transition climatique, de l'Environnement,
de l'Énergie et de la Démocratie participative,

A. MARON

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2020/203027]

2. JULI 2020 — Dekret zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens vom 5. März 2020 zur Abänderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 4. November 2008 über die Vermeidung und Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Einzigster Artikel - Dem Zusammenarbeitsabkommen vom 5. März 2020 zur Abänderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 4. November 2008 über die Vermeidung und Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen, das dem vorliegenden Dekret beigefügt ist, wird zugestimmt.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 2. Juli 2020

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie und Mobilität

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

C. MORREALE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

P.-Y. DERMAGNE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz,

C. TELLIER

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode* 2019-2020

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 126 (2019-2020), Nrn. 1 bis 4

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 1. Juli 2020.

Diskussion

Abstimmung

—
Anhang

Zusammenarbeitsabkommen vom 5. März 2020 zur Abänderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 4. November 2008 über die Vermeidung und Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen

Aufgrund der Richtlinie (EU) 2015/720 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. April 2015 zur Änderung der Richtlinie 94/62/CE betreffend die Verringerung des Verbrauchs von leichten Kunststofftragetaschen;

Aufgrund der Richtlinie 2008/98/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. November 2008 über Abfälle und zur Aufhebung bestimmter Richtlinien;

Aufgrund der Richtlinie (EU) 2018/852 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. Mai 2018 zur Änderung der Richtlinie 94/62/EG über Verpackungen und Verpackungsabfälle;

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 4. November 2008 über die Vermeidung und Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und das Sondergesetz vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Staatsstruktur, insbesondere Artikel 92bis § 1 und Artikel 6 § 1 II Ziffer 2;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Parlaments vom 16. Februar 2017 zur Auflösung des Wallonischen Amtes für Abfälle ("Office wallon des déchets") und zur Abänderung des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, des Dekrets vom 19. Dezember 2002 zur Einführung einer finanziellen Zentralisierung der Finanzmittel der wallonischen Einrichtungen öffentlichen Interesses, des Buches I des Umweltgesetzbuches und des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. April 2019 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018 zur Festlegung des Stellenplans des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

In der Erwägung, dass die Richtlinie (EU) 2018/852 die Definition von "Wiederverwendung" gestrichen und eine neue Definition von "wiederverwendbaren Verpackungen" hinzugefügt hat; in der Erwägung, dass diese Definition übernommen werden muss;

In der Erwägung, dass der elektronische Handel, d.h. der Verkauf von Produkten über das Internet, einen immer größeren Marktanteil darstellt;

In der Erwägung, dass nach den Bestimmungen des Zusammenarbeitsabkommens vom 4. November 2008 die Verkäufer im Rahmen des elektronischen Geschäftsverkehrs tatsächlich für die Verpackung im Sinne des Gesetzes verantwortlich sein können; dass das Zusammenarbeitsabkommen jedoch noch nicht ausdrücklich auf die Möglichkeit des elektronischen Geschäftsverkehrs verweist;

In der Erwägung, dass sich daher insbesondere ausländische Unternehmen, die elektronischen Geschäftsverkehr betreiben, fragen, ob sie unter die Bestimmungen des Zusammenarbeitsabkommens fallen; dass dieser Mangel an Klarheit ausgeräumt werden sollte; dass die Definition des Begriffs "Verpackungsverantwortlichen" daher klarer gefasst werden sollte, um möglichen Marktverzerrungen vorzubeugen;

In der Erwägung, dass ausländische Unternehmen, die für die Verpackung verantwortlich sind, ebenso wie belgische Unternehmen im Rahmen einer Kontrolle durch die zuständigen Beamten haften müssen, weshalb es notwendig ist, einen in Belgien niedergelassenen Bevollmächtigten einzuschalten, der auch dafür sorgen kann, dass diese Unternehmen leichteren Zugang zum belgischen Markt erhalten;

In der Erwägung, dass es sinnvoll ist, den für die Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen zugelassenen Einrichtungen zu gestatten, gegebenenfalls als in Belgien niedergelassene Bevollmächtigte zu handeln;

In der Erwägung, dass die Definition der "zuständigen Regionalverwaltung" im Anschluss an die Verabschiedung des Dekrets des Wallonischen Parlaments vom 16. Februar 2017 zur Auflösung des Wallonischen Amts für Abfälle ("Office wallon des déchets") abzuändern ist; dass nach der Wortfolge "Bruxelles Environnement" die Abkürzung "IBGE" zu streichen ist;

In der Erwägung, dass es notwendig ist, die allgemeinen Ziele des Zusammenarbeitsabkommens mit Artikel 5 der Richtlinie 94/62/EG über Verpackungen und Verpackungsabfälle, geändert durch die EU-Richtlinie 2018/852, sowie mit der Politik der Regionen zur Förderung des wiederverwerteten Anteils in Verpackungen in Einklang zu bringen;

In der Erwägung, dass es notwendig ist, die Recyclingziele des Zusammenarbeitsabkommens an die in der Richtlinie (EU) 2018/852 festgelegten materialbezogenen Mindestziele für das Recycling anzupassen, die etwas höher sind als die im Zusammenarbeitsabkommen vom 4. November 2008 festgelegten materialbezogenen Recyclingziele;

In der Erwägung, dass die neuen materialbezogenen Recyclingziele im Lichte der Ergebnisse bewertet werden sollten, die von den zugelassenen Einrichtungen und von den Verpackungsverantwortlichen, die einzeln die Rücknahmepflicht erfüllen, bereits erzielt wurden;

In der Erwägung, dass die neuen materialbezogenen Recyclingziele, mit Ausnahme von Kunststoffen, bereits erreicht werden und daher sehr realistisch sind; dass das juristische Ziel daher in erster Linie auf die Beibehaltung des derzeitigen hohen Umweltschutzniveaus abzielt;

In der Erwägung, dass aufgrund der Einführung der selektiven Sammlung von in den Haushalten anfallenden Restabfällen aus Kunststoff durch die erweiterte Sammlung von PMK sehr ehrgeizige, wenn auch noch realistische Ziele auch für Kunststoffabfälle aus Haushalten gesetzt werden können;

In der Erwägung, dass für Industriekunststoffe ehrgeizige Ziele die Realität für Industrie(verpackungs-)abfälle widerspiegeln sollten;

In der Erwägung, dass einer der Gründe für die Erhöhung der Recyclingziele die strategische Bedeutung der "Kreislaufwirtschaft" ist, d.h. seltene und wertvolle Materialien so weit wie möglich im System zu halten;

In der Erwägung, dass die Bestimmungen auch eine Verankerung der freiwilligen Verpflichtungen der Unternehmen darstellen;

In der Erwägung, dass bestimmte Lebensmittel- und Getränkeverpackungen speziell für den Verzehr unterwegs geeignet sind, und dass aus diesem Grund ein Teil dieser Verpackungen unkontrolliert entsorgt wird, was besonders hohe Kosten für die Gesellschaft mit sich bringt;

In der Erwägung, dass der Anteil der selektiven Sammlung und des Recyclings von zu Hause verbrauchten Verpackungen bereits besonders hoch ist;

In der Erwägung, dass der Anteil der selektiven Sammlung und des Recyclings von Verpackungen, die "out-of-home", also außerhalb des Hauses, verbraucht werden, erhöht werden sollte; in der Erwägung, dass ein Teil dieses Verbrauchs aus Verbrauch beim Verzehr unterwegs besteht;

In der Erwägung, dass ein spezifisches und besonders ehrgeiziges Ziel von 90 % für die selektive Sammlung und das Recycling von Getränkeverpackungen durchaus angemessen ist, um dem Vorhandensein von unkontrolliert entsorgten Getränkeverpackungen entgegenzuwirken; dass dieses Ziel jedoch realistisch ist;

In der Erwägung, dass die Sammlung und das Recycling von 95 % der Haushaltsverpackungen ebenfalls besonders ehrgeizig, aber realistisch ist, und dass dieses Ziel im Hinblick auf die Begrenzung des Anteils der Haushaltsverpackungen, die keine Getränkeverpackungen sind, die unkontrolliert entsorgt werden, von wesentlicher Bedeutung ist;

In der Erwägung, dass das letztgenannte Ziel in keiner Weise im Widerspruch zu den europäischen Vorschriften steht; in der Erwägung, dass im zwölften Erwägungsgrund der Richtlinie (EU) 2018/852 vom 30. Mai 2018 zur Änderung der Richtlinie 94/62/EG über Verpackungen und Verpackungsabfälle eindeutig festgestellt wird, dass Höchstvorgaben für das Recycling von Verpackungsabfällen nicht länger notwendig sind;

In der Erwägung, dass die Richtlinie (EU) 2018/851 allgemeine Mindestanforderungen für die erweiterte Herstellerverantwortung vorsieht; dass in diesem Rahmen vorgesehen wird, dass "die von den Herstellern von Erzeugnissen geleisteten finanziellen Beiträge zur Einhaltung ihrer Verpflichtungen im Rahmen der erweiterten Herstellerverantwortung (...) bei gemeinsamer Wahrnehmung der Verpflichtungen im Rahmen der erweiterten Herstellerverantwortung nach Möglichkeit für einzelne Produkte oder Gruppen vergleichbarer Produkte festgesetzt werden, wobei insbesondere deren Langlebigkeit, Reparierbarkeit, Wiederverwendbarkeit und Recycelbarkeit sowie das Vorhandensein gefährlicher Stoffe zu berücksichtigen sind, also ein vom Lebenszyklus ausgehender Ansatz verfolgt wird, der auf die in den einschlägigen Unionsrechtsvorschriften festgelegten Anforderungen abgestimmt ist, und der gegebenenfalls auf harmonisierten Kriterien beruht, damit dafür gesorgt ist, dass der Binnenmarkt reibungslos funktioniert";

In der Erwägung, dass Artikel 13 § 1 Ziffer 4 des Zusammenarbeitsabkommens vom 4. November 2008, in dem festgelegt ist, welche Elemente bei der Berechnung der Tarife der zugelassenen Einrichtung für Verpackungsabfälle aus Haushalten berücksichtigt werden können, angepasst werden muss, um den neuen, in der Europäischen Richtlinie vorgesehenen Elementen Rechnung zu tragen;

In der Erwägung, dass die Regionen mit einer dringenden gesellschaftlichen Notwendigkeit konfrontiert sind, nämlich dem verstärkten Kampf gegen die unkontrollierte Entsorgung von Abfällen;

In der Erwägung, dass die Verwaltungseinrichtung für Verpackungsabfälle häuslicher Herkunft, die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht Fost Plus ist auf freiwilliger Basis finanzielle Verpflichtungen gegenüber den drei Regionen eingegangen, mit dem ausdrücklichen Ziel, das Vorhandensein von Verpackungen im unkontrolliert entsorgten Abfall zu bekämpfen und den Lebensrahmen zu verbessern;

In der Erwägung, dass Fost Plus einen öffentlichen Dienstleistungsauftrag erfüllt; dass Fost Plus bisher die einzige zugelassene Einrichtung für Verpackungsabfälle aus Haushalten ist; dass ein Verpackungsverantwortlicher, der nicht in der Lage ist, seine individuelle Rücknahmepflicht für Verpackungsabfälle aus Haushalten zu erfüllen, sich daher nur an Fost Plus wenden kann, um die genannte Verpflichtung zu erfüllen;

In der Erwägung, dass Artikel 13 Paragraph 1 Ziffer 4 des Zusammenarbeitsabkommens die spezifischen Verwendungsmöglichkeiten der Beiträge der Verpackungsverantwortlichen für den Betrieb von Fost Plus festlegt; dass die Verwendung der Beiträge sich auf die Erfüllung der Rücknahmeverpflichtung beschränkt; dass der in Artikel 13 Paragraph 1 Ziffer 12 des Zusammenarbeitsabkommens vorgesehene Beitrag zur Politik der Regionen ebenfalls in den Geltungsbereich der Rücknahmeverpflichtung im weiten Sinne fällt, da der jährliche Gesamtbeitrag zur Finanzierung der Politik der Regionen den Kosten für die Verarbeitung der Tonnagen entspricht, die Fost Plus noch nicht selektiv erfasst;

In der Erwägung, dass Fost Plus auf freiwilliger Basis ihr finanzielles Engagement für die öffentliche Sauberkeit und den Kampf gegen das Vorhandensein von Verpackungen im unkontrolliert entsorgten Abfall erhöht hat, insbesondere durch die Einführung eines neuen "ergänzenden Beitrags"; dass dieser Beitrag keine offensichtliche Grundlage in den Bestimmungen des Zusammenarbeitsabkommens findet und dass daher eine Klarstellung des Zusammenarbeitsabkommens erforderlich ist;

In der Erwägung, dass es auch wichtig ist, eine Reihe strenger Bedingungen für eine solche freiwillige finanzielle Verpflichtung zu formulieren, um die Rechte von Verpackungsverantwortlichen zu schützen;

In der Erwägung, dass die Gleichbehandlung der Regionen im Sinne von Artikel 6 § 1 VI Ziffer 2, dritter Absatz des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, wonach die Regionen ihre Befugnisse unter Einhaltung der Grundsätze des freien Warenverkehrs als auch unter Einhaltung des allgemeinen Rechtsrahmens der Wirtschafts- und Währungsunion des Landes ausüben müssen, absolut unerlässlich ist;

In der Erwägung, dass das ursprüngliche und einzige Ziel der freiwilligen Selbstverpflichtung von Fost Plus, nämlich der Kampf gegen das Vorhandensein von Verpackungen im unkontrolliert entsorgten Abfall, in keiner Weise überschritten werden sollte;

In der Erwägung, dass Fost Plus im Rahmen ihrer freiwilligen finanziellen Verpflichtung das Verursacherprinzip berücksichtigen und somit sicherstellen muss, dass die Erhöhung der Beiträge der Verpackungsverantwortlichen nicht dazu führt, dass diese für Verschmutzungen zahlen müssen, die sie nicht (allein) verursacht haben;

In der Erwägung, dass die Regionen erwarten, dass die Beiträge zur finanziellen Verpflichtung der verschiedenen Sektoren im Verhältnis zu ihrer jeweiligen Verantwortung für die Verschmutzung stehen;

In der Erwägung, dass die Mitglieder der VoG Fost Plus in der Lage sein müssen, ihre Meinung über die eingegangene freiwillige Verpflichtung zu äußern;

In der Erwägung, dass die von Fost Plus eingegangene freiwillige Verpflichtung unmissverständlich sein und im Voraus festgelegt werden muss; dass zu diesem Zweck völlige finanzielle Transparenz in Bezug auf die Interregionale Verpackungskommission erforderlich ist;

In der Erwägung, dass aus buchhalterischer Sicht die Zusatzfinanzierung klar von der normalen Tarifgestaltung von Fost Plus unterscheidbar sein muss; dass außerdem die in der Vergangenheit von den Verpackungsverantwortlichen gezahlten Beiträge nicht für diese Finanzierung verwendet werden können, da diese zu keinem Zeitpunkt über diese Zusatzverpflichtung entscheiden konnten;

In der Erwägung, dass eine Anpassung des Zusammenarbeitsabkommens notwendig ist, um den Bürgern Rechtssicherheit zu geben;

In der Erwägung, dass die im Strom "Klein Gevaarlijk Afval (KGA)" der flämischen Region, im Strom "Déchets Spéciaux des Ménages (DSM)" der wallonischen Region und im Strom "Déchets Chimiques Ménagers (DCM)" der Region Brüssel-Hauptstadt vorhandenen Verpackungsabfälle besonders hohe Behandlungskosten verursachen;

In der Erwägung, dass diese Behandlungskosten bisher von der Bevölkerung getragen werden;

In der Erwägung, dass diese Behandlungskosten im Rahmen der erweiterten Herstellerverantwortung, wie sie in den europäischen Richtlinien beschrieben ist, den "Verpackungsverantwortlichen" obliegen sollten;

In der Erwägung, dass ein Verpackungsverantwortlicher, der solche Verpackungen auf den Markt bringt, sie in Wirklichkeit niemals einzeln zurücknehmen kann; dass solche Verpackungen immer in den Sondersammlungen zu finden sein werden, die für diese Ströme gemäß den regionalen Vorschriften organisiert werden;

In der Erwägung, dass es daher angebracht ist, die finanzielle Verantwortung für die Kosten der Behandlung dieses Stroms auf die für Verpackungsabfälle aus Haushalten zugelassene Einrichtung zu übertragen;

In der Erwägung, dass die Richtlinie (EU) 2015/720 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. April 2015 zur Änderung der Richtlinie 94/62/EG betreffend die Verringerung des Verbrauchs von leichten Kunststofftragetaschen die Verpflichtung der Mitgliedstaaten einführt, der Europäischen Kommission ab dem 27. Mai 2018 den jährlichen Verbrauch an leichten Plastiktüten zu melden;

In der Erwägung, dass jede der Regionen ihre eigene Politik in Bezug auf Kunststofftragetaschen verfolgt;

In der Erwägung, dass es notwendig ist, die Informationspflicht des Verpackungsverantwortlichen und der zugelassenen Einrichtung zu erweitern, um der europäischen Meldepflicht nachzukommen und die Politik der Regionen in Bezug auf Kunststofftragetaschen umsetzen zu können;

In der Erwägung, dass Kunststofftragetaschen für den häuslichen Gebrauch bestimmt sind, so dass der Abfall aus diesen Tragetaschen Verpackungsabfall häuslicher Herkunft ist;

In der Erwägung, dass die Einzelheiten der europäischen Informationspflicht von der Europäischen Kommission leicht festgelegt und daher auch geändert werden können; dass die Interregionale Verpackungskommission daher die praktischen Einzelheiten der Informationspflicht des Verpackungsverantwortlichen und der zugelassenen Einrichtung ergänzen muss; dass dies für die einzelnen Verpackungsverantwortlichen durch die Aufnahme dieser Angaben in das Erklärungsformular, dessen Muster von der Interregionalen Verpackungskommission erstellt wird, und für die zugelassene Einrichtung durch die Aufnahme dieser Angaben in ihre Zulassung erfolgen kann; dass sowohl die Zulassung als auch das Erklärungsformular kurzfristig leicht anpassbar sind;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, auch die wichtigsten Definitionen der Richtlinie (EU) 2015/720 in den Rechtsrahmen aufzunehmen; dass es andererseits es nicht angebracht ist, die Definition von "oxo-abbaubare Kunststofftragetaschen" aufzunehmen, da diese Definition im Zusammenhang mit diesem Zusammenarbeitsabkommen nicht relevant ist und da sie sich auch auf "oxo-abbaubare Kunststoffe" im Sinne von Artikel 3 der Richtlinie (EU) 2019/904 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juni 2019 über die Verringerung der Auswirkungen bestimmter Kunststoffprodukte auf die Umwelt bezieht; dass Artikel 5 dieser Richtlinie die Mitgliedstaaten verpflichtet, das Inverkehrbringen von Artikeln, einschließlich Verpackungen, die aus oxo-abbaubarem Kunststoff hergestellt sind, zu verbieten; dass die Durchführung eines solchen Verbots unter die föderale Zuständigkeit im Bereich der Produktnormen fällt;

In der Erwägung, dass die Regionen es bei der Einführung des Zusammenarbeitsabkommens vom 4. November 2008 versäumt haben, die Bewertung des Personals des Ständigen Sekretariats der Interregionalen Verpackungskommission zu gestalten; dass die Personalmitglieder des Ständigen Sekretariats infolgedessen nach den Regeln der Verwaltung bewertet werden, die diese Personalmitglieder zur Verfügung stellt;

In der Erwägung, dass es zur Gewährleistung des interregionalen Charakters der Kommission und der ordnungsgemäßen Ausübung ihrer spezifischen Aufgaben notwendig ist, die Bewertung des Direktors und der Dienstleiter innerhalb der Interregionalen Kommission für Verpackung zu organisieren;

In der Erwägung, dass nur das Entscheidungsorgan der Interregionalen Verpackungskommission angemessen für die Bewertung des leitenden Personals des Ständigen Sekretariats verantwortlich sein kann;

In der Erwägung, dass Artikel 2 des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Regelung der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten, die von diesen Behörden abhängen, und Artikel 3 des Königlichen Erlasses vom 29. August 1985 zur Festlegung der Grundordnungen im Sinne von Artikel 2 § 1 Nummer 1 des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Regelung der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten, die von diesen Behörden abhängen, es erfordern, mit den Gewerkschaftsorganisationen im Rahmen der zu diesem Zweck eingerichteten Ausschüsse vorherige Verhandlungen über mögliche Sonderregelungen für die Bewertung des Direktors und der Dienstleiter zu führen;

In der Erwägung, dass eine Aktualisierung der Beträge der administrativen Geldbußen wünschenswert ist; in der Erwägung, dass diese seit 2008 nicht mehr angepasst worden sind;

In der Erwägung, dass die strafrechtlichen Geldbußen durch den Mechanismus der Zuschlagzehntel auf strafrechtliche Geldbußen aktualisiert werden; in der Erwägung, dass bei der letzten Anpassung der Höhe der Geldbußen im Zusammenarbeitsabkommen im Jahr 2008 diese Zuschlagzehntel aus einer Erhöhung der strafrechtlichen Geldbußen um den Faktor 5,5 bestanden; in der Erwägung, dass die Zuschlagzehntel nunmehr aus einer Erhöhung der strafrechtlichen Geldbußen um den Faktor 8 bestehen;

In der Erwägung, dass die administrativen Geldbußen um den gleichen Betrag wie die strafrechtlichen Geldbußen erhöht werden sollten;

In der Erwägung, dass dieses Zusammenarbeitsabkommen der Europäischen Kommission am 27. Mai 2019 gemäß Artikel 5 Absatz 1 der Richtlinie (EU) 2015/1535 mitgeteilt wurde; in der Erwägung, dass die in Artikel 6 der genannten Richtlinie vorgesehene Stillhaltefrist am 28. August 2019 endete;

Nach Gutachten des Staatsrats,

Artikel 1 - Artikel 2 Ziffer 9 des Zusammenarbeitsabkommens vom 4. November 2008 über die Vermeidung und Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: "9° *"wiederverwendbare Verpackungen": Verpackungen, die so konzipiert und ausgelegt sind und in Verkehr gebracht werden, dass ihre Beschaffenheit während ihrer Lebensdauer mehrere Kreislaufdurchgänge ermöglicht, indem sie ihrer ursprünglichen Zweckbestimmung entsprechend wiederbefüllt oder wiederverwendet werden;"*.

Art. 2 - Artikel 2 Ziffer 20 des Zusammenarbeitsabkommens vom 4. November 2008 über die Vermeidung und Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen wird durch folgende Absätze ergänzt: *"Jede natürliche oder juristische Person mit Sitz außerhalb des belgischen Staatsgebiets, die Produkte im Wege des Fernverkaufs direkt an Privatpersonen auf belgischem Staatsgebiet verkauft, gilt als Verpackungsverantwortlicher im Sinne von Buchstabe b).*

Die im vorstehenden Absatz genannte Person bezeichnet eine natürliche oder juristische Person mit Sitz auf belgischem Staatsgebiet als bevollmächtigten Vertreter, der für die ordnungsgemäße Erfüllung ihrer Pflichten als Verpackungsverantwortlicher verantwortlich ist.

Außer im Falle des Fernverkaufs kann jede natürliche oder juristische Person mit Sitz außerhalb des belgischen Staatsgebiets, die die Eigenschaft eines Verpackungsverantwortlichen hat, eine natürliche oder juristische Person mit Sitz auf belgischem Staatsgebiet als bevollmächtigten Vertreter benennen, der für die ordnungsgemäße Erfüllung ihrer Pflichten als Verpackungsverantwortlicher verantwortlich ist.

Der bevollmächtigte Vertreter, mit Sitz auf belgischem Staatsgebiet, unterliegt den gleichen Verpflichtungen wie der Verpackungsverantwortliche. Beziehen sich die Artikel 29, 31 und 32 auf den Verpackungsverantwortlichen, so ist darunter auch dessen bevollmächtigter Vertreter zu verstehen.

Vor dem Inverkehrbringen der Produkte ist ein bevollmächtigter Vertreter mittels einer schriftlichen Vollmacht zu bestellen. Diese Vollmacht ist der Interregionalen Verpackungskommission schriftlich zur Kenntnis zu bringen. Nach Ablauf der Vollmacht haben beide Parteien unverzüglich die Interregionale Verpackungskommission schriftlich zu benachrichtigen, und es wird ein neuer bevollmächtigter Vertreter bestellt."

Art. 3 - Artikel 2 Ziffer 25 des Zusammenarbeitsabkommens vom 4. November 2008 über die Vermeidung und Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: *25° "zuständige Regionalverwaltung": für die Flämische Region ist dies die Openbare Vlaamse Afvalstoffenmaatschappij, für die Wallonische Region der Öffentliche Dienst der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, für die Region Brüssel-Hauptstadt Bruxelles Environnement;"*.

Art. 4 - Artikel 2 des Zusammenarbeitsabkommens vom 4. November 2008 über die Vermeidung und Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen wird durch folgende Absätze ergänzt:

28° "Kunststoff": ein Polymer im Sinne von Artikel 3 Punkt 5) der Verordnung (EG) Nr. 1907/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates, dem unter Umständen Zusatzstoffe oder andere Stoffe zugesetzt wurden und das als Hauptstrukturbestandteil von Tragetaschen oder sonstigen Verpackungen dienen kann;

29° "Kunststofftragetaschen": Tragetaschen mit oder ohne Tragegriff aus Kunststoff, die den Verbrauchern in der Verkaufsstelle der Waren oder Produkte angeboten werden;

30° "leichte Kunststofftragetaschen": Kunststofftragetaschen mit einer Wandstärke unter 50 Mikron;

31° "sehr leichte Kunststofftragetaschen": Kunststofftragetaschen mit einer Wandstärke unter 15 Mikron, die aus Hygienegründen erforderlich sind oder als Erstverpackung für lose Lebensmittel vorgesehen sind, sofern dies zur Vermeidung von Lebensmittelverschwendung beiträgt."

Art. 5 - In Artikel 3 § 1 des Zusammenarbeitsabkommens vom 4. November 2008 über die Vermeidung und Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen wird Ziffer 3 durch folgenden Wortlaut ersetzt: "3° den Anteil an Mehrwegverpackungen auf dem Markt sowie die Systeme zur Wiederverwendung von Verpackungen fördern, die Verwertung und insbesondere die stoffliche Verwertung fördern und durchsetzen, eine Erhöhung des Anteils von verwerteten Stoffen in den auf den Markt gebrachten Verpackungen fördern und den Anteil von Verpackungsabfällen in nicht-selektiven Sammlungen reduzieren;"

Art. 6 - In Artikel 3 des Zusammenarbeitsabkommens vom 4. November 2008 über die Vermeidung und Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen wird § 3 durch folgenden Wortlaut ersetzt: " § 3. Ab dem Kalenderjahr, das dem Inkrafttreten des Zusammenarbeitsabkommens vom 5. März 2020 zur Abänderung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens folgt, müssen zudem für die verschiedenen Verpackungsmaterialien in Hinblick auf die stoffliche Verwertung die folgenden Mindestprozentsätze für das gesamte belgische Staatsgebiet erreicht werden:

- 90 % des Gewichts bei Glas;
- 90 % des Gewichts bei Papier/Pappe;
- 90 % des Gewichts bei Getränkekartons;
- 90 % des Gewichts bei eisenhaltigem Metall;
- 75 % des Gewichts bei Aluminium;
- 50 % des Gewichts bei Kunststoff;
- 80 % des Gewichts bei Holz.

Für Verpackungsabfälle häuslicher Herkunft muss ab dem Kalenderjahr 2023 für das gesamte belgische Staatsgebiet im Hinblick auf die stoffliche Verwertung ein Mindestanteil von 65 % des Gewichts bei Kunststoff erreicht werden.

Für Verpackungsabfälle industrieller Herkunft muss ab dem Kalenderjahr 2023 für das gesamte belgische Staatsgebiet im Hinblick auf die stoffliche Verwertung ein Mindestanteil von 55 % des Gewichts bei Kunststoff erreicht werden.

Für Verpackungsabfälle häuslicher Herkunft muss ab dem Kalenderjahr 2030 für das gesamte belgische Staatsgebiet im Hinblick auf die stoffliche Verwertung ein Mindestanteil von 70 % des Gewichts bei Kunststoff erreicht werden.

Für Verpackungsabfälle industrieller Herkunft muss ab dem Kalenderjahr 2030 für das gesamte belgische Staatsgebiet im Hinblick auf die stoffliche Verwertung ein Mindestanteil von 65 % des Gewichts bei Kunststoff erreicht werden.

Die vorstehend genannten Prozentsätze für die stoffliche Verwertung werden gemäß den Bestimmungen der Interregionalen Verpackungskommission in Übereinstimmung mit dem europäischen Recht errechnet."

Art. 7 - In Artikel 9 des Zusammenarbeitsabkommens vom 4. November 2008 über die Vermeidung und Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen wird Ziffer 2 durch folgenden Wortlaut ersetzt: "2° als alleiniges satzungsmäßiges Ziel die Übernahme der Rücknahmepflicht haben, die ihren Mitgliedern gemäß Artikel 6 dieses Abkommens obliegt, erweitert auf die Tatsache, gegebenenfalls als bevollmächtigter Vertreter zu handeln, der für die ordnungsgemäße Erfüllung der Verpflichtungen eines Verpackungsverantwortlichen mit Sitz außerhalb des belgischen Staatsgebiets verantwortlich ist;"

Art. 8 - § 1. In Artikel 13 § 1 des Zusammenarbeitsabkommens vom 4. November 2008 über die Vermeidung und Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen wird nach Punkt 2 ein Punkt 2bis mit folgendem Wortlaut eingefügt: "2bis°: bis zum Jahr 2022 das Sammeln und die stoffliche Verwertung von mindestens 90 % der Getränkeverpackungen erreichen;"

§ 2. In Artikel 13 § 1 des Zusammenarbeitsabkommens vom 4. November 2008 über die Vermeidung und Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen wird nach Punkt 2bis ein Punkt 2bis mit folgendem Wortlaut eingefügt: "2ter°: bis zum Jahr 2025 das Sammeln und die stoffliche Verwertung von mindestens 95 % der Haushaltsverpackungen erreichen;"

Art. 9 - Artikel 13 § 1 Ziffer 4 des Zusammenarbeitsabkommens vom 4. November 2008 über die Vermeidung und Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: "4° die Beiträge ihrer Vertragspartner pro Verpackungsmaterial berechnen, und zwar im Verhältnis zu

- den für jede Materialart tatsächlich entstandenen Gesamtkosten;
 - die Einnahmen aus dem Verkauf des gesammelten und sortierten Materials;
 - 3° dem Beitrag, den jedes Material zur Verwirklichung der Zielsetzungen der Rücknahmepflicht leistet;
 - der Langlebigkeit, Reparierbarkeit, Wiederverwendbarkeit und Recycelbarkeit sowie des Vorhandenseins gefährlicher Stoffe; und zwar im Hinblick auf die Finanzierung der tatsächlich entstandenen Gesamtkosten
 - der bestehenden oder noch zu organisierenden Getrenntsammlungen entsprechend den Modalitäten, die von der juristischen Person des öffentlichen Rechts, die in ihrem geographischen Gebiet für die Sammlung der Abfälle häuslichen Ursprungs verantwortlich ist, vorgegeben werden;
 - der Getrenntsammlung eines Verpackungsabfallstroms häuslichen Ursprungs durch eine regionale Instanz;
 - der Verwertung und stofflichen Verwertung einschließlich eines eventuellen Defizits in der Abfallkette;
 - für die Information über die Funktionsweise und die Sensibilisierung der Öffentlichkeit für diese Sammlungen;
 - für die Sortierung der gesammelten Verpackungsabfälle;
 - für die Beseitigung der Rückstände nach der Sortierung, der Verwertung und stofflichen Verwertung der Verpackungsabfälle;
 - ab dem 1. Januar 2021 für die Verwertung, die stoffliche Verwertung und die eventuelle Beseitigung der Verpackungsabfälle, die verunreinigt sind oder gefährliche Stoffe enthalten haben;
- und zur Finanzierung der Politik der Regionen im Bereich der Verpackungsabfälle beizutragen, und zwar durch die unter Ziffer 12 genannten Beiträge und durch freiwillige finanzielle Verpflichtungen, die alle folgenden Bedingungen erfüllen
- a) die finanziellen Verpflichtungen pro Einwohner und pro Jahr, die in jeder Region eingegangen werden, sind identisch;
 - b) die finanziellen Verpflichtungen werden im Kampf gegen die unkontrollierte Entsorgung von Verpackungsabfällen eingesetzt;
 - c) die finanziellen Verpflichtungen werden von den satzungsgemäßen Organen der zugelassenen Einrichtung ausdrücklich genehmigt;

- d) die finanziellen Verpflichtungen sind im Voraus und eindeutig festgelegt;
- e) die finanziellen Verpflichtungen werden durch einen Sonderzuschlag auf den normalen Tarif der zugelassenen Einrichtung finanziert, der je nach dem Anteil bestimmter Sektoren an unkontrolliert entsorgtem Abfall variieren kann, und werden nicht aus den Reserven oder Rückstellungen der zugelassenen Einrichtung finanziert;
- f) die zugelassene Einrichtung antwortet auf jedes Ersuchen der Interregionalen Verpackungskommission um Transparenz und Erklärung in Bezug auf diese finanziellen Verpflichtungen.“.

Art. 10 - § 1. In Artikel 18 § 1 des Zusammenarbeitsabkommens vom 4. November 2008 über die Vermeidung und Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen wird nach Punkt 2 ein Punkt 2bis mit folgendem Wortlaut eingefügt: “2° soweit es sich um Verpackungsabfälle häuslicher Herkunft handelt, die Gesamtmenge der in Verkehr gebrachten Kunststofftragetaschen, ausgedrückt in Kilogramm und Anzahl der Einheiten, wobei zwischen Einweg- und Mehrwegverpackungen unterschieden wird und die von der Interregionalen Verpackungskommission festgelegten Kategorien unterschieden werden, um die Politik der Regionen in Bezug auf Kunststofftragetaschen umzusetzen und die europäischen Informationspflichten der Regionen zu erfüllen;”.

§ 2. In Artikel 18 § 3 des Zusammenarbeitsabkommens vom 4. November 2008 über die Vermeidung und Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen wird § 3 durch folgenden Wortlaut ersetzt: “§ 3. Wenn der Verpackungsverantwortliche eine zugelassene Einrichtung mit der Durchführung seiner Rücknahmepflicht beauftragt, hat die zugelassene Einrichtung für jeden ihrer Vertragspartner zumindest die in § 3 Ziffern 1, 3, 4 und 5 dieses Artikels verlangten Angaben der Interregionalen Verpackungskommission mitzuteilen. Die zugelassene Einrichtung kann die in § 1 Ziffer 3 dieses Artikels verlangten Angaben für alle ihre Vertragspartner zusammengefasst mitteilen.”.

Art. 11 - Artikel 23 § 2 des Zusammenarbeitsabkommens vom 4. November 2008 über die Vermeidung und Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: « § 2. Die von den Regionalregierungen zur Verfügung gestellten Mitglieder des Ständigen Sekretariats unterliegenden - außer im Falle eines Urlaubs zur Ausführung eines Dienstauftrags - weiterhin den geltenden Bestimmungen in Bezug auf ihren Status mit Ausnahme der folgenden Absätze. Die Arbeit der Mitglieder des Ständigen Sekretariats untersteht der allgemeine Aufsicht des Direktors, der erforderlichenfalls bei der Verwaltung, welche diese Mitglieder abgestellt hat, darüber Bericht erstattet.

Das Entscheidungsorgan genehmigt jährlich das Arbeitsprogramm des Ständigen Sekretariats. Es legt eine Stellenbeschreibung fest und definiert die jährlichen Ziele, die vom Direktor und den Dienstleitern des Ständigen Sekretariats zu erreichen sind. Der Direktor und die Dienstleiter des Ständigen Sekretariats werden jedes Jahr vom Entscheidungsorgan auf der Grundlage der für sie festgelegten Ziele bewertet. Diese Bewertungen werden der Verwaltung mitgeteilt, die diese Mitglieder konkret zur Verfügung stellt.

Die Modalitäten der jährlichen Bewertung des Direktors und der Dienstleiter des Ständigen Sekretariats werden nach Verhandlung mit den Gewerkschaftsorganisationen innerhalb der zu diesem Zweck gebildeten Ausschüsse in der in § 3 vorgesehenen Geschäftsordnung festgelegt.”.

Art. 12 - Artikel 31 des Zusammenarbeitsabkommens vom 4. November 2008 über die Vermeidung und Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: “ § 1. Die Mitglieder des Ständigen Sekretariats der Interregionale Verpackungskommission können dem in Artikel 4 § 1 genannten Verpackungsverantwortlichen, der seine Verpflichtung keiner juristischen Person im Sinne von Artikel 4 § 2 anvertraut hat, und entweder keinen allgemeinen Präventionsplan gemäß Artikel 4 § 1 Absatz 1 einreicht, oder, nachdem die Interregionale Verpackungskommission den allgemeinen Präventionsplan zurückgewiesen hat, nicht innerhalb der gemäß Artikel 5 § 1 Absatz 2 festgesetzten Frist einen allgemeinen Präventionsplan einreicht, der in allen Punkten die von der Interregionale Verpackungskommission geäußerten Bemerkungen berücksichtigt, eine administrative Geldbuße auferlegen. Die administrative Geldbuße beträgt 3636,25 Euro.

Die Mitglieder des Ständigen Sekretariats der Interregionale Verpackungskommission können der in Artikel 4 § 2 genannten juristischen Person, die entweder keinen allgemeinen Präventionsplan gemäß Artikel 4 § 1 Absatz 1 einreicht, oder, nachdem die Interregionale Verpackungskommission den allgemeinen Präventionsplan zurückgewiesen hat, nicht innerhalb der gemäß Artikel 5 § 1 Absatz 2 festgesetzten Frist einen allgemeinen Präventionsplan einreicht, der in allen Punkten die von der Interregionale Verpackungskommission geäußerten Bemerkungen berücksichtigt, eine administrative Geldbuße auferlegen. Die administrative Geldbuße beträgt 3636,25 Euro pro Verpackungsverantwortlichen, der seine Verpflichtung dieser juristischen Person anvertraut hat. Der Gesamtbetrag der administrativen Geldbuße darf 3636,25 Euro jedoch nicht übersteigen.

§ 2. Wenn ein Verpackungsverantwortlicher oder eine zugelassene Einrichtung die gemäß Artikel 6, § 2 oder 12 zu erzielenden, in Tonnen pro Jahr ausgedrückten Quoten nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist erreicht, können die Mitglieder des Ständigen Sekretariats der Interregionalen Verpackungskommission eine administrative Geldbuße auferlegen. Die administrative Geldbuße beträgt:

1° 727,25 Euro für jede angefangene Tonne Verpackungsabfall, die nicht innerhalb der vorgesehenen Frist verwertet oder mit Energiegewinnung in Müllverbrennungsanlagen verbrannt wurde, und 2° 1454,50 Euro für jede angefangene Tonne Verpackungsabfall, die nicht innerhalb der vorgesehenen Frist stofflich verwertet wurde.

Der Gesamtbetrag der administrativen Geldbuße darf jedoch 3636,25 Euro nicht überschreiten.

Die der administrativen Geldbuße wird auf der Grundlage der bei der Interregionalen Verpackungskommission verfügbaren Daten berechnet.

§ 3. Die Mitglieder des Ständigen Sekretariats der Interregionale Verpackungskommission können der zugelassenen Einrichtung, die eine Verwarnung im Sinne von Artikel 30, Absatz 1 erhalten hat und die in der Verwarnung genannten Maßnahmen nicht fristgerecht durchführt, eine administrative Geldbuße auferlegen. Die administrative Geldbuße beträgt 727,25 Euro pro Tag, mit dem die Maßnahmen in Verzug sind, und zwar ab dem Tag nach Erhalt der Verwarnung, es sei denn, in der Verwarnung selbst ist ein späteres Datum vorgesehen.

Der Gesamtbetrag der administrativen Geldbuße darf jedoch 14545,00 Euro nicht überschreiten.

§ 4. Die Mitglieder des Ständigen Sekretariats der Interregionale Verpackungskommission können eine administrative Geldbuße verhängen gegen

1° den Verkäufer oder industriellen Auspacker, der den Verpflichtungen infolge von Artikel 17 nicht nachkommt,

2° den Verpackungsverantwortlichen, der den Verpflichtungen infolge von Artikel 18 nicht nachkommt,

3° den Verkäufer, der den Verpflichtungen infolge von Artikel 22 nicht nachkommt,

Die administrative Geldbuße beträgt 727,25 Euro.

§ 5. Bei Zusammentreffen von mehreren Verstößen wird nur die höchste administrative Geldbuße verhängt.

Wird innerhalb von drei Jahren nach einer strafrechtlichen Verurteilung wegen einer der Delikte gemäß Artikel 32 oder Verhängen einer administrativen Geldbußen erneut eine Übertretung begangen, werden die in diesem Artikel genannten Beträge verdoppelt.”

Art. 13 - Dieses Zusammenarbeitsabkommen tritt mit dem Inkrafttreten seines letzten Zustimmungsaktes in Kraft.

Brüssel, den 5. März 2020

Der Ministerpräsident der Flämischen Regierung

J. JAMBON

Die Flämische Ministerin für Justiz und Währung, Umgebung, Energie und Tourismus

Z. DEMIR

Der Ministerpräsident der Wallonischen Region

E. DI RUPO

Die Wallonische Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

Der Ministerpräsident der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt

R. VERVOORT

Der Brüsseler Minister für Klimawandel, Energie und partizipative Demokratie

A. MARON

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2020/203027]

2 JULI 2020. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 5 maart 2020 tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakingsafval (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Enig artikel. Het samenwerkingsakkoord van 5 maart 2020 tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakingsafval dat bij dit decreet wordt gevoegd, wordt goedgekeurd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 2 juli 2020.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

C. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,

P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Nota

(1) *Zitting* 2019-2020.

Stukken van het Waalse Parlement, 126 (2019-2020) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, openbare vergadering van 1 juli 2020.

Bespreking.

Stemming.

Bijlage

Samenwerkingsakkoord van 5 maart 2020 tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval

Gelet op Richtlijn (EU) 2015/720 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2015 tot wijziging van Richtlijn 94/62/EG betreffende de vermindering van het verbruik van lichte plastic draagtassen;

Gelet op Richtlijn (EU) 2018/851 van het Europees Parlement en de Raad van 30 mei 2018 tot wijziging van Richtlijn 2008/98/EG betreffende afvalstoffen;

Gelet op Richtlijn (EU) 2018/852 van het Europees Parlement en de Raad van 30 mei 2018 tot wijziging van Richtlijn 94/62/EG betreffende verpakking en verpakkingsafval;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1998 en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid op artikel 92bis, § 1 en artikel 6, § 1, II; 2°;

Gelet op het decreet van het Waals Parlement van 16 februari 2017 houdende ontbinding van de "Office wallon des déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen) en tot wijziging van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, het decreet van 19 december 2002 houdende invoering van een financiële centralisatie van de thesaurieën van de Waalse instellingen van openbaar nut, Boek I van het Milieuwetboek en het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en houdende wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 april 2019 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2018 betreffende de organieke personeelsformatie van de Waalse Overheidsdienst;

Overwegende dat in Richtlijn (EU) 2018/852 de definitie van "hergebruik" is geschrapt en een nieuwe definitie van "herbruikbare verpakking" is toegevoegd; overwegende dat deze definitie moet worden teruggenomen;

Overwegende dat de elektronische handel, namelijk de verkoop van producten via het internet, een steeds groter marktaandeel vertegenwoordigt;

Overwegende dat volgens de bepalingen van het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008, de verkopers in het kader van de elektronische handel in feite verpakkingsverantwoordelijken in de zin van de wet zijn; dat in het samenwerkingsakkoord echter nog niet uitdrukkelijk wordt verwezen naar de mogelijkheid van elektronische handel;

Overwegende dat met name buitenlandse ondernemingen op het gebied van de elektronische handel zich daarom afvragen of zij onder de bepalingen van het samenwerkingsakkoord vallen; dat dit gebrek aan duidelijkheid moet worden weggenomen; dat de definitie van "verpakkingsverantwoordelijke" derhalve moet worden verduidelijkt om mogelijke marktverstoringen te voorkomen;

Overwegende dat buitenlandse ondernemingen die verpakkingsverantwoordelijken zijn, door middel van een controle door de bevoegde ambtenaren op dezelfde wijze als Belgische ondernemingen verantwoording moeten afleggen; dat het daarom noodzakelijk is een beroep te doen op een in België gevestigde mandataris; dat deze mandataris er ook voor kan zorgen dat deze ondernemingen gemakkelijker toegang krijgen tot de Belgische markt;

Overwegende dat het raadzaam is de voor het beheer van verpakkingsafval erkende organismen toe te staan om in voorkomend geval op te treden als in België gevestigde mandatarissen;

Overwegende dat de definitie van "bevoegde gewestelijke Administratie" moet worden gewijzigd ingevolge het decreet van het Waals Parlement van 16 februari 2017, dat de "Office wallon des déchets" (Waalse Dienst voor Afvalstoffen) heeft ontbonden; dat de verwijzing naar "IBGE" ook moet worden geschrapt na "Leefmilieu Brussel";

Overwegende dat het noodzakelijk is de algemene doelstellingen van het samenwerkingsakkoord in overeenstemming te brengen met artikel 5 van Richtlijn 94/62/EG betreffende verpakking en verpakkingsafval, zoals gewijzigd bij Richtlijn (EU) 2018/852, en met het beleid van de Gewesten om de gerecycleerde inhoud van verpakkingen te ondersteunen;

Overwegende dat het noodzakelijk is de recyclingdoelstellingen van het samenwerkingsakkoord aan te passen aan de in Richtlijn (EU) 2018/852 opgelegde minimumrecyclingdoelstellingen per materiaal, die iets hoger liggen dan de in het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 opgelegde recyclingdoelstellingen per materiaal;

Overwegende dat de nieuwe recyclingdoelstellingen per materiaal moeten worden beoordeeld in het licht van de resultaten die reeds zijn behaald door de erkende organismen en door de verpakkingsverantwoordelijken die individueel voldoen aan de terugnameplicht;

Overwegende dat de nieuwe recyclingdoelstellingen per materiaal al voor alle materialen behalve kunststoffen zijn bereikt en daarom zeer realistisch zijn; dat de juridische doelstelling daarom in de eerste plaats gericht is op het behoud van het huidige hoge niveau van milieubescherming;

Overwegende dat wegens de invoering van de selectieve inzameling van huishoudelijke restkunststoffen via de uitgebreide inzameling van PMD's, zeer ambitieuze, maar toch realistische doelstellingen kunnen worden vastgesteld voor huishoudelijke kunststoffen;

Overwegende dat voor industriële kunststoffen, ambitieuze doelstellingen de feitelijke situatie inzake industrieel (verpakkings)afval moet weergeven;

Overwegende dat één van de redenen voor het verhogen van de recyclingdoelstellingen het strategische belang is van de "circulaire economie", namelijk om zeldzame en waardevolle materialen zoveel mogelijk in het systeem te houden;

Overwegende dat de bepalingen ook een verankering vormen van de vrijwillige verbintenissen van de ondernemingen;

Overwegende dat sommige voedsel- en drankverpakkingen specifiek worden aangepast aan de "meeneemconsumptie" en om die reden een deel van deze verpakkingen in het zwerfvuil terecht komen, wat een bijzonder hoge maatschappelijke kostprijs met zich meebrengt;

Overwegende dat het percentage van de selectieve inzameling en recycling van verpakkingen die thuis worden verbruikt al bijzonder hoog is;

Overwegende dat het percentage van de selectieve inzameling en recycling van verpakkingen die "out-of-home", d.w.z. buitenshuis, worden verbruikt, moet worden verhoogd; dat een deel van deze consumptie uit "meeneemconsumptie" bestaat;

Overwegende dat een specifieke en bijzonder ambitieuze doelstelling van 90 % voor de selectieve inzameling en de recycling van drankverpakkingen geschikt is om de aanwezigheid van drankverpakkingen in het zwerfvuil tegen te gaan; dat deze doelstelling desalniettemin realistisch blijft;

Overwegende dat de inzameling en recycling van 95 % van de huishoudelijke verpakkingen ook bijzonder ambitieus, maar realistisch is; dat deze doelstelling essentieel is om het aandeel van de huishoudelijke verpakkingen, met uitzondering van drankverpakkingen, in het zwerfvuil te beperken;

Overwegende dat deze laatste doelstelling geenszins in strijd is met de Europese regelgeving; dat in de twaalfde overweging van Richtlijn (EU) 2018/852 van 30 mei 2018 tot wijziging van Richtlijn 94/62/EG betreffende verpakking en verpakkingsafval duidelijk wordt gesteld dat de maximumdoelstelling voor de recycling van verpakkingsafval niet langer een noodzaak is;

Overwegende dat Richtlijn (EU) 2018/851 in algemene minimumeisen voor uitgebreide verantwoordelijkheid van producenten voorziet; dat in dit kader is bepaald dat "de financiële bijdragen die de producent van het product betaalt om te voldoen aan zijn uitgebreide producentenverantwoordelijkheidsverplichtingen (...), indien de uitgebreide producentenverantwoordelijkheidsverplichtingen collectief worden nagekomen, waar mogelijk voor elk product of elke groep van soortgelijke producten worden gedifferentieerd, waarbij met name rekening wordt gehouden met duurzaamheid, hun herstelbaarheid, herbruikbaarheid en recycleerbaarheid en de aanwezigheid van gevaarlijke stoffen, met gebruikmaking van een levenscyclusbenadering die in overeenstemming is met de eisen van de relevante wetgeving van de Unie en, indien deze bestaat, op basis van geharmoniseerde criteria om de goede werking van de interne markt te waarborgen";

Overwegende dat artikel 13, § 1, 4^o van het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008, dat bepaalt welke elementen in aanmerking kunnen worden genomen bij de berekening van de bijdragen van het erkende organisme voor huishoudelijk verpakkingsafval, moet worden aangepast om rekening te houden met de nieuwe elementen waarin de Europese richtlijn voorziet;

Overwegende dat de Gewesten geconfronteerd worden met een dringende maatschappelijke behoefte, namelijk om de strijd tegen zwerfvuil te intensiveren;

Overwegende dat het beheersorgaan voor verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong, de v.z.w Fost Plus, op vrijwillige basis financiële verbintenissen ten opzichte van de drie Gewesten heeft genomen, met het expliciete doel de aanwezigheid van verpakkingen in het zwerfvuil te bestrijden en de leefomgeving te verbeteren;

Overwegende dat Fost Plus een openbare opdracht vervult; dat Fost Plus tot op heden het enige erkende organisme voor huishoudelijk verpakkingsafval is; dat een verpakkingsverantwoordelijke, die niet in staat is om zijn individuele terugnameplicht voor huishoudelijk verpakkingsafval na te komen, zich dus alleen tot Fost Plus kan wenden om de genoemde verplichting na te komen;

Overwegende dat artikel 13, § 1, 4^o, van het samenwerkingsakkoord de mogelijke concrete aanwending van de bijdragen van de verpakkingsverantwoordelijken in de werking van Fost Plus bepaalt; dat het gebruik van de bijdragen beperkt is tot de naleving van de terugnameplicht; dat de bijdrage aan het beleid van de Gewesten, voorzien in artikel 13, § 1, 12^o, van het samenwerkingsakkoord, ook binnen het kader van de terugnameplicht in ruime zin valt, aangezien de totale jaarlijkse bijdrage aan de financiering van het beleid van de Gewesten overeenstemt met de kosten voor de verwerking van de tonnages die Fost Plus nog niet collectief selectief verwerkt;

Overwegende dat Fost Plus op vrijwillige basis zijn financiële inzet op het gebied van openbare netheid en de bestrijding van de aanwezigheid van verpakkingen in het zwerfvuil heeft verhoogd, meer bepaald via de invoering van een nieuwe "aanvullende bijdrage"; dat deze bijdrage geen duidelijke basis vindt in de bepalingen van het samenwerkingsakkoord en dat een verduidelijking van het samenwerkingsakkoord derhalve noodzakelijk is;

Overwegende dat het ook belangrijk is om een aantal strikte voorwaarden te formuleren voor een dergelijke vrijwillige financiële verbintenis, om de rechten van de verpakkingsverantwoordelijken te waarborgen;

Overwegende dat een gelijkheid van behandeling tussen de Gewesten absoluut noodzakelijk is in het licht van artikel 6, § 1, VI, 2^o, derde lid, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, volgens hetwelk de Gewesten hun bevoegdheden moeten uitoefenen met inachtneming van het beginsel van het vrije verkeer van goederen en het algemeen wetgevend kader van de economische unie en monetaire eenheid van het land;

Overwegende dat de oorspronkelijke en unieke doelstelling van de vrijwillige verbintenis van Fost Plus, namelijk de strijd tegen de aanwezigheid van verpakkingen in het zwerfvuil, op geen enkele manier mag worden overschreden;

Overwegende dat Fost Plus in het kader van zijn vrijwillige financiële verbintenis rekening moet houden met het beginsel "de vervuiler betaalt" en er dus voor moet zorgen dat de verhoging van de bijdragen van de verpakkingsverantwoordelijken niet tot gevolg heeft dat zij verplicht zijn te betalen voor verontreiniging die zij niet (alleen) hebben veroorzaakt;

Overwegende dat de Gewesten verwachten dat de bijdragen aan de financiële inzet van de verschillende sectoren in verhouding staan tot hun respectieve verantwoordelijkheid voor de verontreiniging;

Overwegende dat de leden van de v.z.w Fost Plus hun mening moeten kunnen geven over de vrijwillig aangegane verbintenis;

Overwegende dat de vrijwillige verbintenis van Fost Plus ondubbelzinnig moet zijn en vooraf moet worden vastgelegd; dat daartoe volledige financiële transparantie vereist is ten aanzien van de Interregionale Commissie voor Verpakking;

Overwegende dat de aanvullende financiering boekhoudkundig gezien duidelijk moet kunnen worden onderscheiden van de normale Fost Plus-tarifiering; dat bovendien de in het verleden door de verpakkingsverantwoordelijken betaalde bijdragen niet voor deze financiering kunnen worden gebruikt, aangezien zij zich op geen enkel moment over deze aanvullende verbintenis hebben kunnen uitspreken;

Overwegende dat een aanpassing van het samenwerkingsakkoord noodzakelijk is om de burgers rechtszekerheid te bieden;

Overwegende dat het verpakkingsafval dat aanwezig is in de stroom "Klein Gevaarlijk Afval (KGA)" van het Vlaamse Gewest, in de stroom "Déchets Spéciaux des Ménages (DSM)" van het Waalse Gewest en in de stroom "Déchets Chimiques Ménagers (DCM)" van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bijzonder hoge verwerkingskosten met zich meebrengt;

Overwegende dat deze behandelingskosten tot nu toe door de gemeenschap zijn gedragen;

Overwegende dat deze behandelingskosten, in het kader van de uitgebreide verantwoordelijkheid van de producenten zoals beschreven in de Europese richtlijnen, de verantwoordelijkheid zouden moeten zijn van de "verpakkingsverantwoordelijken";

Overwegende dat een verpakingsverantwoordelijke, die dergelijke verpakkingen op de markt brengt, deze in werkelijkheid nooit individueel kan terugnemen; dat dergelijke verpakkingen altijd terug te vinden zullen zijn in de speciale inzamelingen die voor deze stromen worden georganiseerd, in overeenstemming met de regionale regelgeving;

Overwegende dat het derhalve dienstig is de financiële verantwoordelijkheid voor de kosten van de verwerking van deze stroom over te dragen aan het erkende organisme voor huishoudelijk verpakingsafval;

Overwegende dat Richtlijn (EU) 2015/720 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2015 tot wijziging van Richtlijn 94/62/EG betreffende de vermindering van het verbruik van lichte plastic draagtassen de verplichting voor de lidstaten invoert om met ingang van 27 mei 2018 aan de Europese Commissie verslag uit te brengen over het jaarlijkse verbruik van lichte plastic draagtassen;

Overwegende dat elk van de Gewesten zijn eigen beleid inzake plastic draagtassen heeft;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de verplichting tot informatie van de verpakingsverantwoordelijke en het erkende organisme uit te breiden om te kunnen voldoen aan de Europese rapporteringsverplichting en om het beleid van de Gewesten inzake plastic draagtassen uit te voeren;

Overwegende dat plastic draagtassen bestemd zijn voor huishoudelijk gebruik, zodat het afval van deze tassen verpakingsafval van huishoudelijk is;

Overwegende dat de modaliteiten van de Europese verslagleggingsplicht gemakkelijk kunnen worden vastgesteld en dus ook door de Europese Commissie kunnen worden gewijzigd; dat de Interregionale Verpakingscommissie dus de praktische modaliteiten van de verslaggevingsplicht aan de verpakingsverantwoordelijke en het erkende organisme moet aanvullen; dat dit voor individuele verpakingsverantwoordelijken kan gebeuren door deze gegevens op te nemen in het aangifteformulier, waarvan het model door de Interregionale Verpakingscommissie wordt opgesteld, en voor het erkende organisme door deze gegevens op te nemen in zijn erkenning; dat zowel de erkenning als het aangifteformulier op korte termijn gemakkelijk aanpasbaar zijn;

Overwegende dat het raadzaam is om ook de belangrijkste definities van Richtlijn (EU) 2015/720 in het wetgevingskader op te nemen; dat het daarentegen niet passend is de definitie van "onder invloed van zuurstof afbreekbare plastic draagtassen" op te nemen, omdat deze definitie niet relevant is in het kader van dit samenwerkingsakkoord en omdat zij ook verwijst naar "oxo-degradeerbare kunststoffen" zoals gedefinieerd in artikel 3 van Richtlijn (EU) 2019/904 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019 betreffende de vermindering van de effecten van bepaalde kunststofproducten op het milieu; dat artikel 5 van deze richtlijn de lidstaten verplicht het in de handel brengen van producten, met inbegrip van verpakkingen, van oxo-degradeerbare kunststoffen te verbieden; dat de tenuitvoerlegging van een dergelijk verbod onder de federale bevoegdheid valt op het gebied van productnormen;

Overwegende dat de Gewesten bij de invoering van het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 hebben nagelaten om de evaluatie van het personeel van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Verpakingscommissie te ontwikkelen; dat de personeelsleden van het Permanent Secretariaat bijgevolg geëvalueerd worden volgens de regels van de administratie die de personeelsleden ter beschikking stelt;

Overwegende dat om het interregionale karakter van de Commissie en de goede uitvoering van haar specifieke taken moeten waarborgen, de evaluatie van de directeur en de dienstshoofden binnen de Interregionale Verpakingscommissie moet worden georganiseerd;

Overwegende dat alleen het beslissingsorgaan van de Interregionale Verpakingscommissie redelijkerwijs verantwoordelijk kan zijn voor de evaluatie van het hoger personeel van het Permanent Secretariaat;

Overwegende dat artikel 2 van de wet van 19 december 1974 'tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel' en artikel 3 van het koninklijk besluit van 29 augustus 1985 'tot vaststelling van het basisreglement in de zin van artikel 2, § 1, 1^o, van de wet van 19 december 1974 'tot aanwijzing van de grondregelingen in de zin van artikel 2, § 1, 1^o, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel' het noodzakelijk maken om voorafgaandelijk onderhandelingen te voeren met de vakbondsorganisaties binnen de daartoe opgerichte comités over eventuele bijzondere regelingen voor de evaluatie van de directeur en de dienstshoofden;

Overwegende dat een actualisering van de bedragen van de administratieve boetes wenselijk is; dat deze sinds 2008 niet meer zijn aangepast;

Overwegende dat de strafrechtelijke boetes worden geactualiseerd door middel van het mechanisme van strafrechtelijke opdecimen; dat bij de laatste aanpassing van de boetebedragen in het samenwerkingsakkoord in 2008 deze opdecimen bestonden uit een verhoging van de strafrechtelijke boetes met een factor 5,5; dat de opdecimen nu bestaan uit een verhoging van de strafrechtelijke boetes met een factor 8;

Overwegende dat de administratieve boetes met hetzelfde bedrag als de strafrechtelijke boetes moeten worden verhoogd;

Overwegende dat dit samenwerkingsakkoord op 27 mei 2019 aan de Europese Commissie is meegedeeld overeenkomstig artikel 5, paragraaf 1, van Richtlijn (EU) 2015/1535; dat de in artikel 6 van die richtlijn bedoelde wachttijd op 28 augustus 2019 is verstreken;

Na advies van de Raad van State,

Artikel 1. Artikel 2, 9^o, van het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakingsafval wordt vervangen als volgt: "9^o *"herbruikbare verpakking": elke verpakking die is bestemd, is ontworpen en in de handel is gebracht om binnen haar levensduur verscheidene omlopen te maken door opnieuw te worden gevuld of gebruikt voor hetzelfde doel als waarvoor zij is ontworpen;"*.

Art. 2. De volgende leden worden toegevoegd in artikel 2, 20^o, van het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakingsafval: "Elke buiten het Belgische grondgebied gevestigde natuurlijke of rechtspersoon die producten door middel van verkoop op afstand rechtstreeks aan particulieren op het Belgische grondgebied verkoopt, wordt beschouwd als verpakingsverantwoordelijke in de zin van b).

De in het vorige lid bedoelde persoon wijst een op het Belgische grondgebied gevestigde natuurlijke of rechtspersoon aan als gemachtigd vertegenwoordiger, die verantwoordelijk is voor de goede naleving van zijn verplichtingen als verpakingsverantwoordelijke.

Buiten het geval van de verkoop op afstand kan elke natuurlijke of rechtspersoon die buiten het Belgisch grondgebied gevestigd is en die de hoedanigheid van verpakingsverantwoordelijke heeft, een op het Belgische grondgebied gevestigde natuurlijke of rechtspersoon aanwijzen als gemachtigd vertegenwoordiger die verantwoordelijk is voor de goede naleving van zijn verplichtingen als verpakingsverantwoordelijke.

De op het Belgische grondgebied gevestigde gemachtigd vertegenwoordiger is onderworpen aan dezelfde verplichtingen als de verpakkingsverantwoordelijke. Wanneer in de artikelen 29, 31 en 32 wordt verwezen naar de verpakkingsverantwoordelijke, wordt daaronder ook zijn gemachtigd vertegenwoordiger verstaan.

Een gemachtigd vertegenwoordiger wordt door middel van een schriftelijke volmacht aangewezen voordat de producten in de handel worden gebracht. Deze volmacht wordt schriftelijk ter kennis gebracht van de Interregionale Verpakkingscommissie. Na afloop van de volmacht stellen beide partijen de Interregionale Verpakkingscommissie onverwijld schriftelijk op de hoogte daarvan en wordt een nieuwe gemachtigd vertegenwoordiger aangewezen."

Art. 3. Artikel 2, 25°, van het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval wordt vervangen als volgt: "25° "Bevoegde gewestelijke administratie": voor wat betreft het Vlaamse Gewest, de Openbare Vlaamse Afvalstoffenmaatschappij; voor wat betreft het Waalse Gewest, de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu "; voor wat betreft het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Leefmilieu Brussel;"

Art. 4. De volgende leden worden toegevoegd in artikel 2 van het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval:

28° "kunststof": een polymeer in de zin van artikel 3, punt 5), van Verordening (EG) nr. 1907/2006 van het Europees Parlement en de Raad waaraan additieven of andere stoffen kunnen zijn toegevoegd, en dat kan fungeren als structureel hoofdbestanddeel van draagtassen of van elke andere verpakking;

29° "plastic draagtassen": van plastic gemaakte draagtassen, met of zonder handgreep, die aan consumenten wordt verstrekt op de plaats van verkoop van goederen of producten;

30° "lichte plastic draagtassen": plastic draagtassen met een wanddikte van minder dan 50 micron;

31° "zeer lichte plastic draagtassen": plastic draagtassen met een wanddikte van minder dan 15 micron die om hygiënische redenen zijn vereist of als primaire verpakking voor losse levensmiddelen worden verstrekt als dit helpt om voedselverspilling te voorkomen."

Art. 5. In artikel 3, § 1, van het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval, wordt punt 3° vervangen als volgt: "3° het bevorderen van de verhoging van het aandeel herbruikbare verpakkingen die op de markt worden gebracht en van systemen voor hergebruik van verpakkingen, het bevorderen en opleggen van de nuttige toepassing, in het bijzonder de recyclage, het bevorderen van de toename van het aandeel gerecycleerde materialen in verpakkingen die op de markt worden gebracht alsook het verminderen van het aandeel verpakkingsafval in de niet-selectieve inzameling;"

Art. 6. In artikel 3 van het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval wordt § 3 vervangen als volgt: § 3. Vanaf het kalenderjaar volgend op de inwerkingtreding van het samenwerkingsakkoord van 5 maart 2020 tot wijziging van dit samenwerkingsakkoord moeten tevens voor de verschillende verpakkingsmaterialen de volgende minimale recyclagepercentages voor het volledige Belgische grondgebied worden behaald :

- 90 % in gewicht voor glas;
- 90 % in gewicht voor papier/karton;
- 90 % in gewicht voor drankkartons;
- 90 % in gewicht voor ferrometalen;
- 75 % in gewicht voor aluminium;
- 50 % in gewicht voor kunststoffen;
- 80 % in gewicht voor hout.

Voor verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong moet vanaf het kalenderjaar 2023 een minimaal recyclagepercentage van 65 % in gewicht voor kunststoffen voor het hele Belgische grondgebied bereikt worden.

Voor verpakkingsafval van industriële oorsprong moet vanaf het kalenderjaar 2023 een minimaal recyclagepercentage van 55 % in gewicht voor kunststoffen voor het hele Belgische grondgebied bereikt worden.

Voor verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong moet vanaf het kalenderjaar 2030 een minimaal recyclagepercentage van 70 % in gewicht voor kunststoffen voor het hele Belgische grondgebied bereikt worden.

Voor verpakkingsafval van industriële oorsprong moet vanaf het kalenderjaar 2030 een minimaal recyclagepercentage van 65 % in gewicht voor kunststoffen voor het hele Belgische grondgebied bereikt worden.

De te behalen recyclagepercentages worden berekend volgens de methoden die de Interregionale Verpakkingscommissie in overeenstemming met de Europese wetgeving heeft vastgesteld."

Art. 7. In artikel 9 van het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval wordt punt 2° vervangen als volgt: "2° als uitsluitend statutair doel hebben het voor rekening van de leden ten laste nemen van de terugnameplicht krachtens artikel 6 van dit akkoord uitgebreid tot het optreden, in voorkomend geval, als gemachtigd vertegenwoordiger die verantwoordelijk is voor de goede naleving van de verplichtingen van een buiten het Belgische grondgebied gevestigde verpakkingsverantwoordelijke;"

Art. 8. § 1. In artikel 13, § 1, van het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval, wordt een punt 2bis na punt 2 ingevoegd, luidend als volgt: "2 bis°: tegen het jaar 2022 ten minste 90 % van de drankverpakkingen inzamelen en recyclen;"

§ 2. In artikel 13, § 1, van het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval, wordt een punt 2ter na punt 2bis ingevoegd, luidend als volgt: "2ter°: tegen het jaar 2025 ten minste 95 % van de huishoudelijke verpakkingen inzamelen en recyclen;"

Art. 9. Artikel 13, § 1, 4°, van het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval wordt vervangen als volgt: "4° de bijdragen van de contractanten berekenen per verpakkingsmateriaal in verhouding tot :

- de reële en volledige kosten verbonden aan elk materiaal;
 - de ontvangsten uit de verkoop van de ingezamelde en gesorteerde materialen;
 - de bijdrage tot de verwezenlijking van de doelstellingen van de terugnameplicht;
 - de duurzaamheid, herstelbaarheid, herbruikbaarheid, recycleerbaarheid en de aanwezigheid van gevaarlijke stoffen;
- en dit met het oog op de financiering van de reële en volledige kostprijs van :

- de bestaande en nog te verwezenlijken selectieve inzamelingen volgens de modaliteiten bepaald door de publiekrechtelijke rechtspersoon die voor zijn grondgebied verantwoordelijk is voor de inzameling van huishoudelijke afvalstoffen;
- de selectieve inzameling van een stroom verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong door een gewestelijke instantie;
- de recyclage en de nuttige toepassing, met inbegrip van het eventuele ketendeficit;
- de operationele informatie en sensibilisering van het publiek voor die inzamelingen;
- de sortering van het ingezamelde verpakkingsafval;
- de verwijdering van de sorteerresten, recycling en valorisatie van de verpakkingsafvalstoffen;
- vanaf 1 januari 2021, de recycling, nuttige toepassing en eventuele verwijdering van verpakkingsafval dat gecontamineerd is of gevaarlijke stoffen heeft bevat;

en bijdragen tot de financiering van het beleid van de Gewesten inzake verpakkingsafval, door middel van de bijdragen bedoeld in 12° en door vrijwillige financiële verbintenissen die aan alle volgende voorwaarden voldoen:

- a) de financiële verbintenissen per inwoner en per jaar die in elk Gewest worden aangegaan, zijn identiek;
- b) de financiële verbintenissen worden gebruikt in de strijd tegen ongecontroleerd verpakkingsafval;
- c) de financiële verbintenissen worden uitdrukkelijk goedgekeurd door de statutaire organen van het erkende organisme;
- d) de financiële verbintenissen zijn vooraf vastgesteld en ondubbelzinnig;
- e) de financiële verbintenissen worden gefinancierd uit een speciale aanvulling op de normale tarieven van het erkende organisme, die kunnen variëren naar gelang van het aandeel van bepaalde sectoren in het zwerfvuil, en worden niet gefinancierd uit de reserves of voorzieningen van het erkende organisme;
- f) het erkende organisme reageert op elk verzoek om transparantie en uitleg van de Interregionale Verpakkingscommissie met betrekking tot deze financiële verbintenissen. ”.

Art. 10. § 1. In artikel 18, § 1, van het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval wordt een punt 2bis na punt 2 ingevoegd, luidend als volgt: “2bis° voor zover het gaat om verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong, de totale hoeveelheid op de markt gebrachte plastic tassen, uitgedrukt in kilogram en aantal eenheden, waarbij onderscheid wordt gemaakt tussen eenmalige verpakkingen en herbruikbare verpakkingen, en waarbij onderscheid wordt gemaakt tussen de categorieën die door de Interregionale Verpakkingscommissie zijn vastgesteld met het oog op de uitvoering van het beleid van de Gewesten inzake plastic tassen en de naleving van de Europese rapportageverplichtingen van de Gewesten;”.

§ 2. In artikel 18, § 3, van het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval wordt § 3 vervangen als volgt: “ § 3. Ingeval de verpakkingsverantwoordelijke een erkend organisme gelast met de uitvoering van zijn terugnameplicht, maakt het erkende organisme minstens de gegevens vereist in § 1, 1°, 2bis°, 3°, 4° en 5° van dit artikel, voor elk van zijn contractanten, over aan de Interregionale Verpakkingscommissie. Het erkende organisme kan de gegevens vereist in § 1, 3° van dit artikel geglobaliseerd overmaken voor het geheel van zijn contractanten.

Art. 11. Artikel 23, § 2, van het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval wordt vervangen als volgt: “ § 2. De leden van het Permanent Secretariaat die ter beschikking gesteld zijn door de Gewestelijke Regeringen, blijven, behalve in geval van verlof wegens opdracht, onderworpen aan de statutaire bepalingen die op hen van toepassing zijn, met uitzondering van de volgende leden. Het dagelijkse toezicht op de werking van de leden van het Permanent Secretariaat ligt bij de directeur, die, desgevallend, hierover verslag uitbrengt bij de administratie, door wie deze leden concreet ter beschikking werden gesteld van het Permanent Secretariaat.

Het beslissingsorgaan keurt elk jaar het werkprogramma van het Permanent secretariaat goed. Het stelt een functieomschrijving op en bepaalt de jaarlijkse doelstellingen die de Directeur en de diensthoofden van het Permanent Secretariaat moeten bereiken. De Directeur en de diensthoofden van het Permanent Secretariaat worden elk jaar door het beslissingsorgaan geëvalueerd op basis van de voor hen vastgestelde doelstellingen. Deze evaluaties worden meegedeeld aan de administratie, die deze leden specifiek ter beschikking stelt.

De modaliteiten voor de jaarlijkse evaluatie van de Directeur en de diensthoofden van het Permanent Secretariaat worden vastgelegd in het in § 3 bedoelde huishoudelijk reglement, na onderhandeling met de vakbondsorganisaties in de daartoe opgerichte comités.”.

Art. 12. Artikel 31 van het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval wordt vervangen als volgt: “ § 1. De leden van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Verpakkingscommissie kunnen een administratieve geldboete opleggen aan de verpakkingsverantwoordelijke bedoeld in artikel 4, § 1 die zijn verplichting niet heeft toevertrouwd aan een rechtspersoon in de zin van artikel 4, § 2, en die hetzij geen algemeen preventieplan indient overeenkomstig artikel 4, § 1, eerste lid, hetzij, nadat de Interregionale Verpakkingscommissie het algemeen preventieplan heeft geweigerd, niet binnen de overeenkomstig artikel 5, § 1, tweede lid bepaalde termijn een algemeen preventieplan indient dat aangepast is aan het geheel van de door de Interregionale Verpakkingscommissie gemaakte opmerkingen. De administratieve geldboete bedraagt 3636,25 euro.

De leden van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Verpakkingscommissie kunnen een administratieve geldboete opleggen aan de rechtspersoon bedoeld in artikel 4, § 2 die hetzij geen algemeen preventieplan indient overeenkomstig artikel 4, § 1, hetzij, nadat de Interregionale Verpakkingscommissie het algemeen preventieplan heeft geweigerd, niet binnen de overeenkomstig artikel 5, § 1, tweede lid bepaalde termijn een algemeen preventieplan indient dat aangepast is aan het geheel van de door de Interregionale Verpakkingscommissie gemaakte opmerkingen. De administratieve geldboete bedraagt 3636,25 euro per verpakkingsverantwoordelijke die zijn verplichting aan deze rechtspersoon heeft opgedragen. Het totale bedrag van de administratieve geldboete mag evenwel niet hoger zijn dan 36362,50 euro.

§ 2. De leden van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Verpakkingscommissie kunnen een administratieve geldboete opleggen aan de verpakkingsverantwoordelijke of het erkende organisme dat de vastgestelde percentages, uitgedrukt in ton per jaar, die overeenkomstig de artikelen 6 of 12 moeten bereikt worden, binnen de opgelegde termijnen niet bereikt. De administratieve geldboete bedraagt :

1° 727,25 euro voor elke aangevatte ton verpakkingsafval die, binnen de vooropgestelde termijnen, niet nuttig werd toegepast op verbrand met terugwinning van energie in afvalverbrandingsinstallaties, en;

2° 1.454,50 euro voor elke aangevatte ton verpakkingsafval die, binnen de vooropgestelde termijnen, niet werd gerecycled.

Het totale bedrag van de administratieve geldboete mag evenwel niet hoger zijn dan 36362,50 euro.

De administratieve geldboete wordt berekend op basis van de beschikbare gegevens van de Interregionale Verpakkingscommissie.

§ 3. De leden van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Verpakkingscommissie kunnen een administratieve geldboete opleggen aan het erkende organisme dat een waarschuwing heeft gekregen in de zin van artikel 30, eerste lid, en dat de maatregelen die deze waarschuwing vermeldt niet of niet tijdig uitvoert. De administratieve geldboete bedraagt 727,25 euro per dag dat de maatregelen niet worden uitgevoerd, te rekenen vanaf de dag volgend op de ontvangst van de waarschuwing, behoudens indien de waarschuwing zelf een latere datum voorziet voor het kunnen ingaan van de geldboete.

Het totale bedrag van de administratieve geldboete mag evenwel niet hoger zijn dan 14545,00 euro.

§ 4. De leden van het Permanent Secretariaat van de Interregionale Verpakkingscommissie kunnen een administratieve geldboete opleggen aan :

1° de verkoper of de bedrijfsmatige ontpakker die de verplichtingen die voortvloeien uit artikel 17 niet nakomt;

2° de verpakkingsverantwoordelijke die de verplichtingen die voortvloeien uit artikel 18 niet nakomt;

3° de verkoper die de verplichtingen die voortvloeien uit artikel 22 niet nakomt.

De administratieve geldboete bedraagt 727,25 euro.

§ 5. Bij samenloop van verschillende inbreuken wordt alleen de hoogste administratieve geldboete opgelegd.

Indien er binnen de drie jaar na een strafrechtelijke veroordeling voor een van de misdrijven bepaald in artikel 32, of na het opleggen van een administratieve geldboete, een nieuwe overtreding wordt gepleegd, worden de bedragen vermeld in dit artikel verdubbeld."

Art. 13. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van de laatste instemmingsakte.

Brussel, 5 maart 2020.

De Minister-President van de Vlaamse Regering,

J. JAMBON

De Vlaamse Minister van Justitie en Handhaving, Omgeving, Energie en Toerisme,

Z. DEMIR

De Minister-President van de Waalse Regering,

E. DI RUPO

De Waalse Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

De Minister-President van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. VERVOORT

De Brusselse Minister van Klimaattransitie,

A. MARON

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2020/41749]

29 MEI 2020. — Bijzonderemachtenbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering nr. 2020/028 ter invoering van een premie ter ondersteuning van de huurders met beperkte inkomsten die een inkomensverlies ondergaan door de COVID-19 gezondheidscrisis. — Erratum

In het Belgisch Staatsblad van 3 juni 2020, derde uitgave, bl. 40961, akte nr. 2020/41585, moet het verslag aan de regering ingevoegd worden

VERSLAG AAN DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING

Ter attentie van de leden van de Regering,

Het regeringsbesluit strekt ertoe financiële steun te verlenen aan een belangrijke categorie van huurders binnen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die professioneel te lijden hebben gehad onder de wereldwijde gezondheidscrisis als gevolg van de pandemie van het coronavirus COVID-19.

De Wereldgezondheidsorganisatie heeft het coronavirus COVID-19 inderdaad op 11 maart 2020 als pandemie bestempeld en heeft het dreigingsniveau van deze pandemie tot het hoogste niveau verhoogd op 16 maart 2020.

Wegens het aantal opgespoorde infecties en het aantal sterfgevallen in België sinds 13 maart 2020, heeft de federale overheid een eerste ministerieel besluit van 18 maart 2020 uitgevaardigd "houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken". Dit besluit legde strikte beperkingen op aan de Belgische bevolking.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2020/41749]

29 MAI 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n° 2020/028 visant à octroyer une prime de soutien aux locataires à revenus modestes qui subissent une perte de revenus en raison de la crise sanitaire dû au COVID-19. — Erratum

Au Moniteur belge du 3 juin 2020, troisième édition, page 40961, acte n°2020/41585, il y a lieu d'insérer le rapport au Gouvernement

RAPPORT AU GOUVERNEMENT DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

A l'attention des membres du Gouvernement,

L'arrêté du gouvernement a pour objectif d'aider financièrement une catégorie conséquente de locataires établis dans la Région de Bruxelles-Capitale qui ont eu à souffrir professionnellement de la crise sanitaire mondiale, due à la pandémie de coronavirus COVID-19.

En effet, l'Organisation mondiale de la santé a qualifié le coronavirus COVID-19 de pandémie en date du 11 mars 2020, et a relevé le niveau de menace lié à cette pandémie à son degré maximum le 16 mars 2020.

En raison du nombre de cas d'infections détectés et de décès survenus en Belgique depuis le 13 mars 2020, l'autorité fédérale a pris un premier arrêté ministériel du 18 mars 2020 'portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19'. Cet arrêté a imposé des mesures de confinement strict de la population belge.